

N°14
FÉV
2012

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.34 COMMUNISME
EN QUESTION

**L'IDÉOLOGIE
OU LA PENSÉE
EMBARQUÉE**
Par Isabelle Garo

P.36 HISTOIRE

**JEAN-JACQUES
ROUSSEAU, NOTRE
CONTEMPORAIN**
Par Claude Mazauric

P.38 SCIENCES

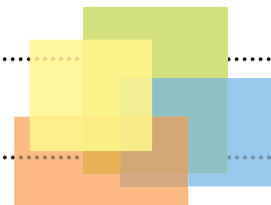
**LA PLACE DE LA SCIENCE
DANS LA SOCIÉTÉ 1/3**
Par Jean-Pierre Kahane

LA REVUE DU PROJET

► **P.6 LE DOSSIER**

CRISES : CONSTRUCTION ET SUBVERSIONS

Parti communiste français



Une rencontre autour de *La Revue du Projet* a lieu le 27 février à la section universitaire de LYON...

Si vous souhaitez organiser des rencontres dans vos sections contactez l'équipe de la revue
revue@pcf.fr

SOMMAIRE

2

4 ANNONCE AUX LECTEURS/LECTRICES

5 REGARD

Le peuple de Paris **Des guinguettes aux barricades**

6 ► 25 LE DOSSIER

CRISES : CONSTRUCTION ET SUBVERSIONS

Alain Vermeersch Sortir de la crise ou dépasser le capitalisme

Michel Margairaz Des crises à comprendre

Yves Dimicoli À crise systémique réponses systémiques

Nasser Mansouri-Guilani Sortir de la crise : la nécessaire reconquête de l'industrie

Véronique Sandoval Changer le travail

Yves Schwartz De la contradiction entre argent et activité

François Morin Un nouveau monde sans Wall Street

Denis Durand Un autre crédit, élément clé d'une stratégie cohérente de transformation sociale

Dominique Sicot L'euro : dix ans, et déjà plus de dents ?

Michel Husson Les trois étapes du changement

Frédéric Lebaron Un parfum d'années 30...

Jean Gadrey Vers une société post-croissance ?

Henri Sterdyniak Changer d'économie !

Les propositions des économistes atterrés

26 COMBAT D'IDÉES

Gérard Sreiff : L'Église catholique, la crise et la mondialisation

28 SONDAGES

Principales préoccupations : pour soi ou pour le pays

29 PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE EN DÉBAT

Pour une santé et une protection sociale solidaires

30 REVUE DES MÉDIAS

Alain Vermeersch La dégradation du triple A, une gifle pour la politique du quinquennat Sarkozy

32 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• Yves Sintomer *Petite Histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours.*

• Isabelle Garo, Elena Vieillard *Consignes pour un communisme du XXI^e siècle. Manuel rotatif.*

• Florence Dupont *Rome, la ville sans origine : l'Énéide : un grand récit de métissage ?*

• *Nous, métallos et militants Hispano-Suiza.*

• Robert Guédiguian, Maryse Dumas *Parlons politique*

34 COMMUNISME EN QUESTION

Isabelle Garo L'idéologie ou la pensée embarquée

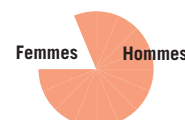
36 HISTOIRE

Claude Mazauric Jean-Jacques Rousseau, notre contemporain

38 SCIENCES

Jean-Pierre Kahane La place de la science dans la société

40 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.



Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne. <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>

Note : Pour tout commentaire concernant cette édition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : nicolasdutent@gmail.com

PATRICE BESSAC, RESPONSABLE DU PROJET



TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES...

Les récentes interventions du Front de gauche sur la lutte contre le Front national ont un grand mérite : elles permettent entre autres d'atterrir sur la réalité du positionnement des ouvriers, des employés, sur ce que nous appelons les classes populaires.

En effet, et contrairement à l'idéologie boboïde, on constate que le Front national n'y domine pas, que ces catégories sont marquées par un doute massif sur les partis politiques (une personne sur deux en moyenne, voir le sondage de *l'Humanité Dimanche*) et que leurs aspirations sont profondément ancrées dans le besoin de justice sociale (logement, salaires, service public, égalité, respect).

Le mépris avec lequel l'idéologie dominante traite les travailleurs et les travailleuses issus des classes populaires apparaît pour ce qu'il est, c'est-à-dire une tentative de cloisonner, contenir, décourager toute tentative de jonction.

Or, cette jonction est la principale question du Front de gauche dans les mois et aussi les années à venir. C'est une évidence qu'il convient de rappeler : alors que l'avant-garde est à présent unie et mobilisée, c'est du peuple que dépend la capacité à donner à nos idées une force irrésistible.

De ce point de vue, les meetings, les initiatives militantes, les stages de formation auxquels je participe me renvoient tous à la même question : celui des cultures militantes et de l'efficacité.

Je m'explique.

Nous avons de nombreux jeunes hommes et jeunes femmes qui militent au Front de gauche et qui adhèrent au PCE. Le motif principal de leur engagement est l'urgence du changement et ils expriment une forte demande d'efficacité. *A contrario*, l'une des sources de démotivation est le bavardage, l'impression de perdre son temps, d'être inutile.

Cette réalité est à rapprocher d'études récentes sur l'évolution du mouvement sportif amateur. Ces études décrivent un changement dans l'implication des bénévoles avec une décrue du modèle construit autour du dirigeant charismatique soutenant l'organisation par beaucoup d'huile de coude au profit d'un autre modèle, plus collectif et plus centré sur des missions précises et identifiées.

Au fond, le phénomène est simple à expliquer : alors que les structures familiales et salariales ont profondément évolué, comprimant beaucoup le temps disponible, les personnes recherchent le meilleur équilibre entre temps disponible et efficacité.

En découlent à mon sens trois besoins primordiaux.

1. Un besoin de passage/renouvellement des cultures militantes. Des choses simples ne sont pas du tout évidentes : porte-à-porte, téléphone, organisations de réunions publiques, contact avec les citoyens... Du coup, alors que la mer monte, il faut transmettre, transmettre, transmettre pour organiser la montée en puissance de l'implication de chacun, chacune.

2. Un besoin de redisposer l'équilibre entre démocratie interne et mesures d'organisation. Il s'agit à mon sens de consacrer tout le temps et l'énergie nécessaires aux grandes décisions relevant de la souveraineté démocratique et pas plus. Le reste, j'entends par là les mesures d'organisation, doivent relever de dispositif souple, rapide, centralisé mais non autoritaire en liaison constante avec le terrain et donc adaptatif en permanence.

3. Un besoin de consacrer l'essentiel de l'énergie déployée au contact humain, à la remontée de coordonnées (portable, mail), à l'envoi constant d'informations puis à nouveau au contact humain. Il s'agit, alors que la mer monte je le répète, d'élargir considérablement la surface des personnes avec qui nous conversons (directement puis par voie électronique ou téléphonique puis à nouveau directement) pour déclencher des mobilisations virales par le bas.

Au fond, cette campagne montre à nouveau que nous sommes entrés dans une nouvelle ère dans lequel le militantisme « d'en-bas » (ce n'est certes pas entièrement juste d'utiliser ce terme d'en-bas) voit ses forces multipliées et amplifiées par les gains de productivité permis par les nouvelles technologies et par le repositionnement du rôle des structures de direction.

En bref, vive le porte-à-porte ! Vivent les militants ! Vive l'organisation essaimante ! ■

ANNONCE AUX LECTEURS

LA REVUE EN VERSION PAPIER

ABONNEZ-VOUS À LA REVUE DU PROJET

LA REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Dès avril, vous aurez la possibilité de la recevoir par la poste.

Souscrivez votre abonnement (10 n°/an) dès maintenant renvoyer le formulaire ci-dessous et joindre un chèque de 50 € à l'ordre de LA REVUE DU PROJET.



Nous envisageons aussi la possibilité d'imprimer sur papier les anciens numéros au prix de 5 € si la demande est importante. Vous souhaitez recevoir un ou plusieurs de ces numéros, précisez-le.

Je souhaite me procurer les N°..... de la Revue.

JE M'ABONNE À LA REVUE DU PROJET

NOM/PRÉNOM

ADRESSE

MAIL

TÉL.....

Bulletin à envoyer à Revue du Projet - Association Paul Langevin
6, avenue Mathurin Moreau - 75019 Paris

Chèque de 50€ à l'ordre de La Revue du Projet

À DÉCOUVRIR SUR : <http://projet.pcf.fr/>

**LA REVUE DU
PROJET**



Le peuple de Paris au XIX^e siècle

Des guinguettes aux barricades

L'exposition présentée au musée Carnavalet offre dans l'ensemble et le détail la vision d'un Paris déchu qu'on serait bien tenté de réanimer. Un riche panorama stimule notre imaginaire et nous invite en effet, à travers plusieurs espaces thématiques, à revisiter le passé ouvrier, artisan et industriel d'une capitale qui permettait alors, dans une certaine mesure au moins, de forcer les possibles et d'atteindre la promesse d'une ville Monde.

La province qui répond à l'appel des faubourgs, la peine des ouvriers qui courent derrière leur dû, des fermes qui résistent au fond de leurs cours contre les sirènes du « progrès », des jeunes femmes qui exécutent leur triste besogne dans de vastes et silencieux appartements bourgeois, la respiration heureuse offerte par les promenades du dimanche, la violence qui avance quand la nuit tombe, des familles qui s'entassent par génération et mutualisent leurs besoins, l'horizon permanent des artistes et la terre désenchantée des vagabonds, l'humeur légère des rues qui chantent et Paris affamé qui prend les armes.

Paris est à la fois une fête et un sombre décor, une promesse de chaque instant et le théâtre implacable de l'exploitation humaine et de l'asservissement au travail, c'est cette complexité que traduisent des

archives soigneusement choisies qui sont autant de témoignages des visages instables et mouvants qu'a empruntés Paris, ainsi qu'une « histoire des conditions de vie matérielles » qui a accompagné ses transformations successives.

C'est ce peuple à la fois fier et miséreux qu'on nous donne à voir, le Paris des savoir-faire et des classes sociales enrôlées dans leurs mœurs et leurs représentations. Le Paris bruyant ou mythique des petits métiers, le Paris spontané, désinvolte et canaille côtoie le Paris qui traque, exclut et se représente comme un danger tout ce qui échappe à son contrôle immédiat.

On vient ici à la rencontre d'un Paris riche de la diversité des hommes et des femmes qui le constituent et le produisent. Car Paris ne s'est pas engendré de lui-même. Ce sont bien ces individus aux mille visages rassemblés sous l'idée de peuple qui ont fait Paris.

Le défi du XXI^e siècle consistera peut-être pour Paris à créer les conditions pour ne pas voir complètement disparaître ce Paris « populaire » qui nous manque et qui menace, malgré bien des efforts collectifs et isolés, d'être renvoyé à un insistant et regretté passé.

NICOLAS DUTENT

Sortir de la crise que nous vivons aujourd'hui pose très fortement la question de la sortie du capitalisme. Ce mois-ci, *La Revue du Projet* a sollicité des économistes, des militants politiques et syndicaux, mais aussi des spécialistes d'autres disciplines qui éclairent la compréhension de cette crise globale (histoire, ergologie, sociologie...). Ils donnent leur analyse de la situation et font des propositions sur les politiques alternatives possibles.

SORTIR DE LA CRISE OU DÉPASSER LE CAPITALISME

ÉDITO

PAR ALAIN VERMEERSCH*

Ces derniers temps, les discours abondent pour prétendre que la crise serait en voie de règlement. De sommet en sommet, les dirigeants européens adoptent des mesures qui ne font qu'aggraver la situation. La BCE fait mine de sortir du dogme intangible d'aides aux États en prêtant aux banques près de 500 milliards à 1 % d'intérêt. En réalité, celles-ci spéculent en prêtant aux États à 5, 6 voir 8 %. La clause de « non-sauvegarde » est ainsi conservée. Cette clause est la parfaite illustration de cette obsession néolibérale d'imposer aux États le carcan des marchés financiers. Ces politiques d'austérité en Europe sont de surcroît lourdes de dangers pour la démocratie et la paix.

À la fin janvier, le forum de Davos s'est satisfait de l'amélioration de la situation. Certains parlent de la crise au passé. Le gotha politique et financier a loué les vertus de la politique d'austérité imposée à tous les pays. En définitif, les dominants ne tiennent aucun compte de la réalité de la crise commencée en 2007.

Il n'y a pas un jour sans que le pouvoir de Nicolas Sarkozy n'annonce des mesures antisociales. Dans le droit fil de son discours à Toulon prononcé en janvier dernier, « la peur est de retour », avait affirmé le Président. Pour la « conjurer », de nouveaux efforts vont être demandés aux Français. Il faudra poursuivre « la réduction des déficits publics », « encourager le travail » et, surtout, « refonder l'Europe ». De fait, avec la proposition de loi sur le droit du travail qui sera voté en

catimini à l'Assemblée nationale, le pouvoir veut en finir avec toute réglementation sur le temps de travail des salariés. En outre, l'offensive du pouvoir et du Medef sur la réduction du coût du travail, vise à mettre le travail dans un carcan au nom de la compétitivité. Il s'agit de soumettre le travail à la seule loi des marchés financiers.

Mais des inquiétudes pointent dans ce paysage, des voix s'élèvent pour prôner des alternatives. À Davos, un dirigeant d'un fond d'investissement américain, a prédit la mort du capitalisme occidental. « Nous avons trois ou quatre ans dans les pays occidentaux pour améliorer notre modèle économique, sinon nous aurons perdu la partie face au capitalisme des pays émergents ou au capitalisme d'État ». Patrick Artus, responsable de la recherche économique de Natixis, titre son dernier *Flash économie* (11/01/2012), « Une crise de type "marxiste" et d'expliquer, par cela, « nous entendons les enchaînements suivants : l'accumulation de capital productif conduit à une insuffisance de la rentabilité du capital ; pour lutter contre cette évolution, les "capitalistes" déforment le partage des revenus au détriment des salariés ; ceci conduit à un affaiblissement de la demande et malgré tout à la hausse des profits ; les profits [...] sont investis dans des activités spéculatives ; ce développement des investissements spéculatifs conduit finalement à une crise financière. »

Le Monde du 26 janvier peut titrer « Le "FT" ou la critique du capitalisme pur ». On peut y lire « Depuis plus de trois

semaines, l'organe central du capitalisme intelligent, le quotidien britannique, *The Financial Times*, ausculte l'état de l'économie de marché. Le tournant reagan-thatcherien, celui qui allait tordre le cou au capitalisme tempéré de l'après-guerre, a été précédé, à la fin des années 1970, d'une longue démonisation de l'État par les penseurs de ce qu'on appelait alors « la révolution conservatrice ». Couplée à la mondialisation des échanges qui allait suivre, elle a donné naissance à la version actuelle du capitalisme – et à la crise de 2008. Dans cette forme-là, l'économie de marché doit être abandonnée. « Elle s'est avérée non seulement instable mais, et de manière importante, aussi injuste », dit l'éditorial lançant la série. « Au cœur de l'acte d'accusation dressé par le FT, il y a ce constat : le capitalisme est en crise parce qu'il produit, massivement, de l'inégalité. »

Nous voyons bien par ces exemples la réalité des contradictions internes au capitalisme. Cela doit nous encourager à mener une campagne pédagogique sur « comment on sort du système capitaliste ». Il s'agit de lier dans nos discours et nos actes ce tryptique : les luttes, les idées et les alternatives. Il faut pousser la question de la sortie du système en réfléchissant à son rythme et sa direction. Nous espérons que le présent numéro de notre revue y contribuera. ■

*Alain Vermeersch est coordonnateur du présent dossier.

DES CRISES À COMPRENDRE

Un retour sur la crise des années 30 et les mesures prises alors en Europe et aux États-Unis.

PAR MICHEL MARGAIRAZ*

Schématiquement, la crise américaine qui s'étale entre 1929 et 1932 imbrique quatre crises (boursière, agricole, financière, économique). Elle tarde à se diffuser, mais à l'été 1931 la crise européenne devient manifeste, quand s'effondrent de très grandes banques en Allemagne et en Europe centrale et danubienne, comme la Kredit Anstalt à Vienne. Tout le système financier international vole alors en éclats et les échanges se contractent, la production fléchit, le chômage augmente, les prix baissent. C'est le début de la déflation, c'est-à-dire à la fois une chute des productions et une chute des prix et des revenus. La baisse entraîne la baisse, qui crée l'incertitude, le refus de produire et d'échanger. C'est une régression cumulée. Tout cela arrive à l'été 1931, en Angleterre et en Allemagne d'abord, puis en France. Mais auparavant certaines productions avaient fléchi.

Face à cette situation les gouvernements réagissent suivant des dosages variés et en ordre dispersé d'abord par des politiques de déflation visant à réduire les dépenses publiques, puis par la dévaluation, le repli protectionniste et des politiques de relance budgétaire. Dès l'été 1931, la Grande-Bretagne quitte le système d'étalon de change-or et, très rapidement, la livre sterling perd 30 à 40 % de sa valeur. Au même moment, l'Allemagne et la plupart des pays d'Europe centrale et danubienne se munissent de contrôle des changes, de contrôle des mouvements de capitaux et du commerce extérieur. Un système extrêmement rigide d'échanges, dit de « *clearing* » (une sorte de troc étatique), est mis en place entre ces pays. Ces événements marquent la deuxième date de naissance de la crise : c'en est fini du système monétaire international et de la liberté des échanges, partout se dressent des barrières douanières, voire des contingentements, ce qui est pire.

Dorénavant, chacun campe sur sa zone monétaire privilégiée ou sur sa zone de domination économique, comme l'Allemagne à l'égard des pays d'Europe centrale. On assiste donc à un éclate-

ment à la fois monétaire, commercial et politique, qui s'aggrave à partir de 1933 avec l'accession au pouvoir des nazis.

L'ÉCHEC DES TENTATIVES DE CONCERTATION INTERNATIONALE

Entre 1931 et 1933, toutes les tentatives de concertation échouent. La question des réparations continue en effet d'empoisonner les relations internationales. Le traité de Versailles avait imposé à l'Allemagne des réparations dont le très lourd montant avait été réajusté et échelonné à travers les plans Dawes (1924) et Young (1929). Mais avec la crise, les dettes internationales sont suspendues par le moratoire Hoover, du nom du président des États-Unis.

En juin 1933, la conférence de Londres sur les politiques monétaires et commerciales est le dernier moment où aurait pu s'établir une concertation entre les grands pays afin de répondre conjointement à la crise. Mais Roosevelt, depuis trois mois au pouvoir, s'efforce de stimuler la reprise économique en combinant diverses mesures (connues sous le nom de *New Deal*). Des mesures permettent à l'État fédéral d'intervenir dans les questions économiques, bancaires, financières et commerciales, dans un désordre relatif. Roosevelt décide à la fois de réguler le système bancaire, de décrocher le dollar de l'or et de le dévaluer, et d'engager des programmes successifs de grands travaux pour employer les chômeurs. Il y adjoint des mesures d'aides aux pauvres. Il entend réduire l'endettement des Américains, en particulier celui des *farmers* de l'ouest qui ont beaucoup pesé dans l'élection. Il décide en conséquence, à des fins de politique intérieure, de déprécier le dollar par rapport à l'or et ainsi faire repartir les prix à la hausse – ce qui entraîne une réduction de l'endettement. Pour cela, il décroche le dollar de l'or en avril 1933, puis le dévalue en janvier 1934, évitant de surcroît que le rapport entre la livre, qui est déjà dépréciée, et le dollar ne soit trop défavorable. Cette politique nationale étroite et égoïste fait échouer la conférence de Londres. Roosevelt porte une lourde responsabilité dans cette situation.

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

En 1929, dominait encore l'idée libérale que tout se rétablirait très vite, qu'il s'agissait d'un mécanisme d'épuration, ou de correction automatique, et qu'il fallait attendre. Ce n'est que peu à peu qu'on a pris conscience qu'un équilibre vers le bas, durable, était possible et qu'il fallait faire plus qu'accompagner le mouvement, le contrarier.

En 1936, John-Maynard Keynes dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, explique que l'on peut très bien avoir une économie en sous-emploi qui s'équilibre par une spirale régressive permanente. Il n'y a pas nécessairement un rééquilibrage par des mécanismes des prix, des taux d'intérêt ou de la monnaie. En 1931, en Europe, l'échec des politiques de déflation – comme la réduction des dépenses publiques, et notamment des traitements des fonctionnaires, pratiquée par Brüning en Allemagne, en 1931, ou par Laval en France, en 1935 – a montré que le système ne se rétablirait pas de lui-même. Les gouvernants ont compris (suivant des délais variables selon les États), qu'il fallait intervenir sur l'économie. C'est une grande nouveauté. Aux États-Unis aussi. Roosevelt ne s'est-il pas fait élire en novembre 1932 sur un programme volontariste ? Le thème de sa campagne n'a-t-il pas été : « La seule chose que nous devons craindre, c'est la peur elle-même » ?

Ceci dit, il est difficile de faire le tri quant à l'efficacité des mesures prises. Certains pays s'en sortent mieux que d'autres. Mais est-ce lié à une politique particulière ? Aux caractères propres de chaque économie nationale ? Un peu aux deux sans doute... L'Angleterre et l'Allemagne sont les deux pays où la reprise est la plus précoce, la plus forte et la plus nette, dès 1934. En 1939, ils ont dépassé leur niveau de 1929. On ne peut donc pas en tirer de conclusion sur la nature du régime et sur son efficacité. L'Allemagne ayant, d'ailleurs, combiné des mesures prises avant et après l'arrivée au pouvoir de Hitler.

REDÉMARRAGE ALLEMAND...

À l'été 1931, le gouvernement de Weimar décroche la monnaie de l'or. L'Allemagne n'ayant pas de réserves monétaires équivalentes à celles des autres grands pays, un contrôle des changes est imposé et un protectionnisme autoritaire instauré. Il s'agit d'économiser le plus possible les réserves de changes et d'or. En outre, Hitler met en place, grâce à son ministre Hjalmar Schacht, un système financier

assez habile par la création d'une sorte de nouvelle monnaie, des traites de l'État circulant comme moyen de paiement. C'est de l'inflation contrôlée. Des commandes publiques sont lancées dès 1933. Ce sont d'abord des commandes civiles, comme le programme de construction des autoroutes, même si on pense aux blindés en les construisant. Puis, à partir de 1936, c'est le plan de réarmement de quatre ans de Goering. En 1939, l'Allemagne nazie est la deuxième puissance économique mondiale.

Qu'est-ce qui a été décisif ? Sans doute ces mesures de relance, accompagnées de la protection de l'économie vis-à-vis des grands courants internationaux, mais aussi une domination économique des pays Europe centrale, contraints d'échanger avec l'Allemagne dans une situation asymétrique de dépendance.

... ET REDÉMARRAGE ANGLAIS

L'Angleterre ne fait rien comme les autres. Elle n'avait pas connu de prospérité dans les années 1920 et la crise est moins grave chez elle, même s'il y a près 3 millions de chômeurs à l'été 1931. En 1925, elle a beaucoup souffert de la réévaluation de la livre, qui a gravement diminué la compétitivité des produits anglais. Ce qui a été décisif pour Angleterre c'est le décrochage de la livre sterling. Avec une dévaluation, de l'ordre de 30%, la livre sterling perd sa suprématie en tant que monnaie de référence, mais cela a sans doute sauvé une grande partie de l'économie anglaise : les exportations retrouvent leur compétitivité et, en 1938, la Grande-Bretagne assure près de 20% du commerce mondial.

La dévaluation est suivie par les pays qui ont lié leur monnaie à la livre sterling. Se constitue ainsi une immense zone sterling au sein de laquelle les partenaires se retrouvent dans un espace où les échanges sont encouragés par la « préférence impériale », instaurée par les accords d'Ottawa de 1932. C'est un atout dont l'Angleterre a su tirer parti. En outre, l'Angleterre se rallie au protectionnisme, réaction insolite pour un pays qui était le symbole du libre-échange depuis cent ans. Il y a aussi eu une forte politique de dépenses publiques, en particulier en faveur de la construction de logements, qui a favorisé les débuts d'un véritable réaménagement du territoire. Cela a permis aux Britanniques de connaître la meilleure situation en Europe en matière de logement, et peut-être même le plus haut niveau de vie au

moment de l'entrée en guerre. De tous, l'Angleterre est sans doute le pays qui se sort le mieux de la crise.

LES DIFFICULTÉS DES ÉTATS-UNIS ET DE LA FRANCE

À l'inverse, les deux pays qui s'en sortent le moins bien sont la France et les États-Unis. Dans les deux cas, on assiste à un effondrement de la demande. Seuls le réarmement et l'entrée en guerre vont permettre de rétablir la situation. Il faut attendre 1941 pour que les États-Unis retrouvent leur niveau de production d'avant la crise. La France, elle, n'a toujours pas rattrapé en 1939 le niveau de 1929 en matière industrielle. Il faudra attendre 1949 !

Aux États-Unis, la vraie nouveauté consiste dans le fait que l'État fédéral essaye d'inciter les producteurs industriels et agricoles à s'organiser par des systèmes d'entente sur des prix et des salaires minima (avec l'*Agricultural Adjustment Act* – AAA – et le *National Industrial Recovery Act* – NIRA – adoptés en 1933). Mais, au nom de la libre concurrence et des prérogatives des États par rapport à l'État fédéral, la Cour suprême n'admet certaines lois, comme celle sur le relèvement industriel (NIRA), qui est invalidée en 1935.

Face à ces difficultés, Roosevelt se lance alors dans un deuxième *New Deal*, en 1935. Une ébauche de sécurité sociale est mise en place, avec un début d'assurance-chômage et d'assurance vieillesse pour éviter l'effondrement complet des revenus. Rien n'est fait en matière d'assurance-maladie – le sujet est encore aujourd'hui au programme de Barack Obama.

Mais en l'absence d'une politique systématique de déficit budgétaire, les États-Unis connaissent une rechute en 1938. Le redémarrage n'intervient réellement qu'avec l'entrée en guerre, en 1941, qui résorbe enfin le chômage.

La crise est moins violente en France, sans doute parce que des amortisseurs ont pu tempérer les chiffres du chômage : ce sont notamment l'importance encore grande du monde agricole et du marché rural et le renvoi de près d'un million de travailleurs étrangers. Les gouvernants, de 1932 à 1935, ont d'abord mené une politique très impopulaire et peu efficace de déflation. Ce fut notamment le cas du gouvernement de Pierre Laval en 1935, avec une réduction des dépenses budgétaires et la baisse du traitement des fonctionnaires. Quand le Front populaire remporte les élections en avril-mai 1936, le schéma

d'analyse de Léon Blum consiste à relancer la consommation, ce qui devait reconstituer un marché intérieur permettant aux chefs d'entreprise de réinvestir. Les grèves de mai et juin 1936 ont entraîné des mesures favorables aux salariés, telles les augmentations de salaires, prises d'ailleurs par le patronat plus que par l'État. Des lois les ont ensuite accompagnées : les 40 heures, les congés payés, ainsi que les conventions collectives issues de l'accord Matignon.

Mais, dans un contexte social tendu et de refus des 40 heures de la part des patrons, les investissements n'ont pas suivi. En 1938, la mesure est en grande partie abandonnée. Le programme reste à mi-chemin.

ANALYSES DE KEYNES ET LEÇONS DE CRISE

Quelle a été l'importance des idées de Keynes au cours de ces années de crise ? Keynes a formalisé, en 1936, des éléments qui sont déjà dans l'air du temps. Certains gouvernements ont déjà mis en pratique les mesures qu'il théorise dans son ouvrage. On peut retenir trois éléments :

- le fait qu'il peut y avoir un équilibre dans le sous-emploi.
- l'idée qu'il faut éviter que l'argent placé dans le circuit économique reste inactif, soit sous forme thésaurisée, soit sous forme d'une épargne mal ou peu investie. D'où la volonté d'augmenter le pouvoir d'achat de ceux qui en ont le moins (parce qu'ils vont le dépenser plus vite) et de miser sur une taxation des hauts revenus. Aujourd'hui, une telle mesure entraîne encore de nombreux débats.
- l'idée est que, si les entrepreneurs privés ne sont plus en mesure d'élever l'offre pour créer de la demande, comme c'est le cas lors de la crise, c'est à l'État d'agir – sous des formes prudentes. Keynes n'est pas socialiste, il préconise une intervention limitée. L'État doit s'arranger pour relancer la consommation par la voie monétaire (en abaissant les taux d'intérêt et en rendant le crédit moins cher) ou budgétaire, voire par le protectionnisme. Keynes préconise une politique de la dépense en période de crise. Le déficit étant de toute façon inévitable, il pourra être résorbé en période de croissance. Les anti-modèles des années 1930 ont longtemps pesé sur la réflexion économique et politique. Ils sont restés profondément ancrés chez les économistes, les hommes d'affaires et une grande partie des hommes politiques, libéraux ou conservateurs, en particulier anglo-saxons. Il s'est alors agi d'éviter la déflation et le chômage de masse,

mais aussi le protectionnisme et les dévaluations compétitives sans concertation internationale. L'idée qu'une concertation monétaire et commerciale entre pays est nécessaire aboutira, par delà la Seconde Guerre mondiale, aux accords de Bretton Woods, en juillet 1944, et à la création du Fonds monétaire international (le FMI) en 1945, puis, à la signature du Gatt (l'accord

général sur les tarifs douaniers et le commerce) en 1947. Demeurent aujourd'hui encore l'interdit du retour au protectionnisme – même s'il y a des tentations, comme on le constate actuellement aux États-Unis pour l'acier – et l'idée qu'il faut chercher des formes de concertation dans les réponses apportées par chaque pays. ■

***Michel Margairaz** est professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne

Texte repris d'une conférence organisée par l'Institut CGT d'histoire sociale, le 19 février 2009, reproduite avec l'autorisation de l'auteur.



À CRISE SYSTÉMIQUE RÉPONSES SYSTÉMIQUES

Les tentatives de réponses capitalistes aux défis des révolutions informationnelle, écologique, démographique et monétaire préparent le risque d'un nouvel éclatement du surendettement et de la suraccumulation beaucoup plus grave encore qu'en 2008.

PAR YVES DIMICOLI*

Depuis le grand tournant de 2008-2009, les États interviennent massivement et leurs dirigeants mettent en avant des projets de transformation qui peuvent apparaître d'ampleur. Cela reste toutefois très limité car on vise, par-dessus tout, à respecter les intérêts établis, à répondre aux exigences de rentabilité financière des capitaux dominants et aux injonctions des marchés financiers, d'où une exacerbation des antagonismes. Déjà, en zone euro, les essais successifs de règlement de la « crise des dettes souveraines » brisent la demande, font rechuter la croissance et repartir, sans cesse, la spéculation. Elles rationnent les dépenses, redoublent dans l'endettement sur les marchés financiers et le refinancement bon marché des banques sans changement des critères du crédit. Elles alignent l'Europe derrière les exigences allemandes en sanctuarisant le pouvoir de création monétaire de la BCE au service de la finance.

Mais, au delà, grandissent les risques d'effondrement des bons du trésor des États-Unis et du dollar et, dans leur sillage, d'une remontée des taux d'intérêt à long terme. Cela précipiterait d'autant plus l'économie planétaire dans la dépression qu'éclateraient aussi les surinvestissements dans l'industrie, dans les pays émergents notamment.

DÉPASSER LES MARCHÉS DU CAPITALISME MONDIALISÉ

C'est dire le besoin de commencer à rompre pour un nouveau type de croissance et de développement. Pour sortir de la crise systémique, il faut des réponses de portée systémique tendant à maîtriser et commencer à dépasser tous les marchés du capitalisme mondialisé, au lieu de chercher à les « réguler » ou « moraliser ». Il s'agit, d'abord, du marché du travail avec l'avancée vers un système de sécurité d'emploi ou de formation par des mesures progressives contre la « flexisécurité » : reclassement choisi des salariés licenciés, nouveaux contrats de travail sécurisés, gros progrès de l'indemnisa-

tion et du retour à l'emploi des chômeurs, généralisation des mises en formation avec conservation du salaire, affiliation de chacun-e à un service public d'emploi et de formation dès la fin de la scolarité, conférences nationales et régionales pour des objectifs chiffrés annuels d'emploi et de formation avec les moyens nécessaires pour les réaliser...

Ce système, une fois achevé, assurerait à chacun-e soit un emploi de qualité, soit une formation correctement rémunérée afin de pouvoir accéder à un meilleur emploi choisi, avec une continuité ascendante des droits et revenus.

Cette rotation entre emploi et formation, tout le long de la vie active de chacun-e, permettrait de métamorphoser le travail, de réduire son temps et son rapport au temps « hors travail », de progresser vers l'éradication du chômage et un dépassement du salariat lui-même. Avec un grand élan novateur des principes de mutualisation de la protection sociale et un essor considérable des services publics, tous les temps de la vie de chacun-e pourraient être sécurisés.

MAÎTRISER LES MARCHÉS MONÉTAIRES ET FINANCIERS

Cela concerne deux grands enjeux.

Le premier consiste à promouvoir un nouveau crédit bancaire pour les investissements matériels et de recherche. Il serait sélectif, avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à être nuls, voire négatifs, que seront créés de bons emplois et de bonnes formations. Au plan institutionnel, cela va de la création de Fonds publics régionaux de prise en charge de tout ou partie des intérêts du crédit, à la constitution, au niveau national, d'un pôle financier public à partir des organismes publics (CDC, la Banque postale, Oséo...) et avec des banques nationalisées. Cela concerne, aussi, le niveau européen, avec un refinancement des banques ordinaires par la BCE modulé pour encourager le développement du nouveau crédit. Au-delà, il y a la visée d'une monnaie commune mondiale, alternative au dollar, à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international qu'il faut transformer radicalement, de concert avec la Banque mondiale.

Le second enjeu concerne la prise systé-

matique de dettes publiques par la création monétaire de la BCE et par le FMI transformé. Il s'agit non seulement de casser les reins à la spéculation sur ces dettes et d'organiser des re-négociations, mais aussi de financer une grande expansion des services publics nationaux et de leurs coopérations via un « Fonds social, solidaire et écologique de développement européen » démocratique, au lieu du pacte de stabilité.

MAÎTRISER LES PRODUCTIONS

Troisième marché à maîtriser, celui des productions. Il s'agit d'inventer de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises pour que reculent les gâchis de capitaux, progressent toutes les capacités humaines, avancent d'autres modes de production et de consommation.

Cela appelle des droits nouveaux des travailleurs et de leurs organisations pour faire prévaloir des propositions aptes à sécuriser l'emploi, la formation, les salaires, l'environnement, en sollicitant les institutions de crédit, en cherchant, face aux problèmes de compétitivité, à faire baisser les coûts du capital (intérêts et dividendes) et non les « coûts du travail ».

Il s'agit aussi d'accroître les participations publiques dans les entreprises et de promouvoir de nouvelles entreprises publiques et socialisées visant, avec une planification stratégique, une cohérence nouvelle des filières industrielles et de services.

Enfin, il faut maîtriser le marché mondial avec le remplacement de l'OMC par une institution organisant les coopérations nécessaires à la maîtrise du commerce mondial, au recul des dissymétries qui encouragent délocalisations et dumping social, pour un co-développement.

Cela exige aussi de promouvoir des services et biens communs publics mondiaux comme l'environnement, l'eau, l'alimentation, l'énergie, les transports, la culture, la monnaie... toutes choses qui, en articulation avec l'avancée de nouvelles valeurs et une convergence des luttes contre toutes les dominations, feraient cheminer vers une autre civilisation. ■

***Yves Dimicoli** est responsable du secteur Économie, Finances du PCF

Cet article s'est nourri de travaux de Paul Boccara. On se reportera particulièrement à *La crise systémique : une crise de civilisation*, Note de la fondation Gabriel Péri, décembre 2010.

SORTIR DE LA CRISE : LA NÉCESSAIRE RECONQUÊTE DE L'INDUSTRIE

La crise en cours est systémique, multidimensionnelle.

À crise de système, solutions systémiques ! La reconquête de l'industrie fait partie intégrante de ces solutions systémiques.

PAR NASSER MANSOURI-GUILANI*

On ne saurait parler de façon abstraite de la reconquête de l'industrie. Il faut tirer des enseignements de la crise et vérifier l'existence du lien entre cette crise et la désindustrialisation.

Au regard des évolutions des trois dernières décennies, la désindustrialisation de la France constitue l'un des fondements de cette crise. Depuis 1973, la France a perdu 40 % de ses emplois industriels, sans parler des emplois induits : chaque emploi industriel contribue à créer trois emplois. Aujourd'hui, la valeur ajoutée industrielle ne représente plus que 10 % de la valeur ajoutée totale. La désindustrialisation a été

amplifiée durant la crise économique et financière en cours : le niveau actuel de production industrielle est inférieur au niveau de production industrielle en 2007 ; l'emploi industriel a également baissé.

En mars 2010, le président de la République affichait pourtant comme objectif l'augmentation de 25 % de la production industrielle entre 2010 et 2015 ! Le problème de la désindustrialisation résulte principalement des choix qui ont été opérés dans ce domaine et du poids de la finance. La logique financière a pénétré les entreprises industrielles, pour lesquelles l'exigence de rentabilité, surtout à court terme, est devenue déterminante, amplifiant la désindustrialisation.

QUELS OBJECTIFS ?

Il faut s'interroger sur les buts à atteindre à travers la reconquête de l'industrie.

S'agit-il, par exemple, de viser des objectifs mercantilistes ? La reconquête de l'industrie consisterait alors en une augmentation des exportations afin d'avoir un excédent commercial. Dans ce cas, il s'agit

d'améliorer la compétitivité de nos entreprises, en réduisant notamment la masse salariale et en renforçant la mise en concurrence des travailleurs. Bien qu'il ne faille pas nier l'existence de la compétition mondiale, il faut se demander si l'on souhaite réellement se placer dans cette perspective, qui conduirait nécessairement à l'abandon de pans entiers d'activités. L'idée d'« entreprises sans usines », chère à Serge Tchuruk, ancien PDG d'Alcatel, a entraîné des dégâts néfastes pour l'emploi et le développement des territoires.

Au contraire, la reconquête de l'industrie peut avoir pour objectif de répondre aux besoins économiques et sociaux. Dans cette perspective, la reconquête de l'industrie ne peut s'accompagner d'une nouvelle réduction des salaires, idée avancée par le Medef et soutenue par Nicolas Sarkozy et son gouvernement ; ce qui entraînerait une dévalorisation des emplois industriels. La compétitivité de l'industrie doit plutôt être recherchée sur la base d'une promotion de la recherche, de l'innovation et d'une meilleure qualification des travailleurs. Ce deuxième schéma s'inscrit également dans un développement solidaire des territoires. La reconquête de l'industrie ne saurait ainsi être réalisée en Île-de-France par exemple au détriment de ses régions voisines.

Par ailleurs, il est indispensable de faire le

lien entre les activités industrielles et les services publics, en termes d'éducation, de formation, de recherche, de santé, d'infrastructures, etc. Il est donc absolument nécessaire de développer les services publics si l'on veut reconquérir l'industrie. Trois raisons justifient la nécessité d'une réindustrialisation.

1-L'industrie constitue une source de gains de productivité. La recherche d'une économie plus prospère suppose donc de développer l'industrie.

2- Le développement industriel est indispensable à l'augmentation des salaires dans notre pays, car la baisse de l'emploi industriel pèse sur le niveau général des salaires. En effet, d'une manière générale, les emplois industriels sont en moyenne mieux payés et mieux protégés que les autres emplois. La désindustrialisation pèse donc fortement sur l'emploi, les salaires et les conventions collectives.

3-La reconquête de l'industrie est souhaitable dans l'optique de réduire les dégâts environnementaux causés par les délocalisations. Ces dernières entraînent en effet des coûts environnementaux importants, mais qui ne sont pas ou peu intégrés dans les coûts de production.

LES ENJEUX DE LA RECONQUÊTE DE L'INDUSTRIE

Il est tout d'abord nécessaire de valoriser l'industrie et la culture industrielle. En effet, de plus en plus d'ingénieurs sont aujourd'hui engagés par des banques et des compagnies d'assurance, alors que ces derniers sont formés, par définition, pour occuper un emploi industriel. Il faut ainsi créer les conditions d'une revalorisation

de ces emplois, en augmentant les salaires par exemple. Ensuite, l'objectif de rentabilité qui domine actuellement l'activité économique entraîne des dégâts environnementaux importants. Ainsi, il est important d'adopter un discours cohérent sur le développement industriel et le développement durable, en montrant que ces

“ *Le problème de la désindustrialisation résulte principalement des choix qui ont été opérés dans ce domaine et du poids de la finance.* ”

enjeux se complètent et ne s'opposent pas. Une deuxième série d'enjeux consiste à remettre en cause les choix politiques opérés en France ces dernières années. Il faut que l'État se dote d'une vision à long terme. De ce point de vue, le Conseil économique, social et environnemental (CESE), ainsi que les CESE régionaux, pourraient jouer un rôle important dans l'élaboration collective d'un projet à long terme pour l'industrie en France. Ce renouveau politique suppose enfin de définir une véritable politique industrielle et de mener une démarche cohérente dans les domaines de la politique énergétique, des services publics, de la formation, de l'éducation, etc. À titre d'exemple, il est incohérent de souhaiter la performance industrielle tout en défendant les privatisations et en réduisant les moyens de l'Éducation nationale et de la recherche publique.

Une troisième série d'enjeux porte sur les choix opérés par les entreprises. On ne peut

en effet pas reconquérir l'industrie sans revoir la façon dont les entreprises sont aujourd'hui gérées et la logique qui détermine actuellement les choix stratégiques de ces dernières, c'est-à-dire les objectifs de rentabilité financière surtout à court terme.

Dans ce cadre, le système bancaire – qui a un rôle important en matière de développement industriel – doit être mieux utilisé. Il convient de créer un pôle financier public. Il est de même possible d'envisager la création d'un système de crédit sélectif et bonifié, pour faciliter le développement industriel. Un livret d'épargne-industrie pourrait également être créé, afin de mobiliser l'épargne des citoyens au service du développement industriel.

L'INDISPENSABLE DÉMOCRATIE SOCIALE

La reconquête industrielle doit nécessairement s'accompagner d'une reconquête des droits sociaux et des droits des travailleurs dans les entreprises. L'instauration d'une véritable démocratie sociale dans les entreprises donnant aux salariés le droit et les moyens d'intervention sur les choix stratégiques, constitue un enjeu fondamental. De même, la puissance publique accordant beaucoup d'argent aux entreprises¹, il est nécessaire que les salariés et les élus aient un droit de regard sur la définition des critères et sur l'usage qui est fait de ces aides dans les entreprises.

***Nasser Mansouri-Guilani** est économiste, directeur du Centre d'études économiques et sociales de la CGT.

1) Selon la Cour des comptes, ces aides ont représenté environ 172 milliards en 2009, ce qui représente environ 9 % du PIB de la France.

CHANGER LE TRAVAIL

Le travail est un rapport social, un facteur structurant de toute société et des valeurs qu'elle porte.

PAR VÉRONIQUE SANDOVAL*

Les suicides au travail, l'explosion des maladies professionnelles ont remis sur le devant de la scène les questions du travail trop souvent occultées par les problèmes de l'emploi, du chômage et de la précarité.

LE TRAVAIL NE SE RÉDUIT PAS À L'EMPLOI
Ne pas avoir d'emploi, c'est être privé de salaire, de possibilité d'accès à la consommation, c'est être dépendant des autres.

De ce point de vue la conquête de l'emploi salarié par les femmes a joué pour beaucoup dans leur émancipation. Mais, comme le souligne Bernard Vasseur¹, ne pas, ne plus avoir de travail c'est beaucoup plus encore que d'être privé d'emploi. C'est être privé de repères, de relations sociales, ne plus pouvoir apporter sa pierre à l'œuvre collective, ne plus recevoir du collectif de travail, ne plus transmettre aux jeunes son savoir-faire, ne plus avoir sa place dans la société, voir sa dignité remise en cause.

DE TRÈS FORTES ATTENTES À L'ÉGARD DU TRAVAIL, MAIS DE LA SOUFFRANCE

Les Français sont le peuple qui, en Europe, attend le plus du travail²; notamment les jeunes. Ils n'en attendent pas seulement un bon salaire, mais aussi la

possibilité d'enrichir leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences, celle d'être utile, de contribuer à une production, un service correspondant aux attentes de leurs concitoyens, celle enfin de réussir quelque chose et de se dépasser dans son travail.

Mais ceux qui ont un emploi sont de moins en moins nombreux à être contents d'aller travailler le matin, y compris parmi les cadres, les professions intellectuelles, les techniciens, les « professions intermédiaires ». Beaucoup y vont à reculons, sont « fatigués », trouvent que « c'est tellement dur que j'ai envie de partir ».

Cette souffrance, confirmée par tous les témoignages, est directement reliée à la détérioration de la qualité de leur travail – celle de leurs conditions de travail

comme celle de l'œuvre produite ou du service rendu – et au divorce entre les tentatives des salariés pour maintenir envers et contre tout la qualité de leur travail et des directions avides de performances et de résultats. Les modèles managériaux mis en place, ces dernières années pour répondre à l'aspiration à une plus grande autonomie, et inciter à l'initiative individuelle, s'insèrent dans une stratégie globale de l'entreprise dont les priorités sont la réduction des effectifs et des coûts salariaux, et ceci, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. La gestion par le stress devient dès lors la norme, avec ses conséquences : priorité donnée à la performance et à la rentabilité, pression de l'urgence, promotion de l'esprit de compétition et mise en concurrence des salariés à l'intérieur même de l'entreprise, discriminations, harcèlement moral, changements continus d'organisation du travail pour détruire les collectifs de travail...

On comprend mieux, dès lors, le paradoxe, entre des salariés français qui ont plus d'attentes à l'égard du travail que les autres salariés européens, mais qui, plus que les autres, souhaiteraient voir la place prise par le travail dans leur vie personnelle se réduire.

FAIRE FACE À CETTE CRISE DU TRAVAIL ?

Comment faire face à cette crise du travail partie prenante de la crise globale, économique, sociale, politique, idéologique,

culturelle... la véritable crise de civilisation dans laquelle nous sommes plongés ? Lutter contre la précarisation des emplois, pour un meilleur partage des richesses, la poursuite de la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail ne suffira pas. Le travail est avant tout une « aventure humaine ». On ne pourra pas vraiment « améliorer la vie

“
Le travail est avant tout une « aventure humaine ». On ne pourra pas vraiment « améliorer la vie au travail » sans changer la finalité et le sens du travail, en en faisant un facteur d'émancipation et non un instrument d'exploitation.
”

au travail » sans changer la finalité et le sens du travail, en en faisant un facteur d'émancipation et non un instrument d'exploitation.

Changer la finalité du travail, son sens, suppose l'intervention des salariés. Car qui peut répondre à la place des salariés aux questions fondamentales que sont « À quoi sert mon travail ? » « Comment pourrait-il me permettre de développer toutes mes capacités, d'acquérir de nouvelles compétences, d'être plus utile à la société ? ».

Mais peut-on dépasser le statut de soumission à l'employeur inclus dans le contrat de travail du salarié ? À cette question une grande partie de la gauche répond encore par la négative. Pourtant, toutes les recherches-actions montrent que sans la participation active des salariés pour pallier les déficiences de l'organisation du travail imposée par l'employeur, aucune entreprise ne pourrait fonctionner. Le travail ne peut être « prescrit ». Les travailleurs ne sont pas des robots. Le travail est un rapport social, un facteur structurant de toute société et des valeurs qu'elle porte. Sortir de la crise de civilisation actuelle suppose donc de permettre aux salariés d'agir sur leur travail, et notamment de débattre et de s'affronter sur sa finalité, le mode de production et l'organisation permettant d'obtenir la qualité du travail voulue³. Changer le travail suppose donc d'introduire la démocratie au sein de l'entreprise. ■

*Véronique Sandoval est responsable du secteur Travail du PCE.

1) Bernard Vasseur, *La démocratie anesthésiée*, Éditions de l'atelier, 2011.

2) Dominique Meda et Lucie Davoine, *Place et sens du travail en Europe : une singularité française ?* Centre d'étude de l'emploi, document de travail, 2008.

3) Yves Clot, *Le travail à cœur*, Édition La Découverte, 2010.

DE LA CONTRADICTION ENTRE ARGENT ET ACTIVITÉ

Au cœur de la vie et de l'histoire se niche une réalité profondément énigmatique, l'activité, qui échappera toujours à toute modélisation, catégorisation, savoir disciplinaire, instrument de mesure.

PAR YVES SCHWARTZ*

On peut raisonnablement penser que l'histoire de nos sociétés humaines se déploie en permanence à travers diverses formes de contradiction. Chaque époque a probablement ses formes dominantes, plus ou moins pacifiées et constructrices, plus ou moins violentes et destructrices. Si on accepte le constat que l'on vient d'évoquer, si on accepte ce cogito de l'agir industriel, on mesure

mieux comment dans notre univers marqué par l'emballage marchand va proliférer la contradiction entre l'activité et l'argent.

Si tout advient dans nos sociétés à travers ces dramatiques de l'activité, à travers ces débats entre normes antécédentes et tendances aux renormalisations, aucune balance ne permet de soupeser le coût ou la valeur de ces arbitrages. Les valeurs quantitatives marchandes font certes poids sur les plateaux, mais et ce qui est localement mis sur ces plateaux par chacun et l'acte même d'arbitrage échappent à tout étalonnage. Ne serait-ce, rappelons-le, que parce les valeurs sans dimensions qui entrent en confrontation avec les valeurs inspirant les normes antécédentes, ont toujours une dimension locale, resingularisées, retransformées qu'elles sont jour après jour par les activités et expériences de chacun. Cet

enchevêtrement d'arbitrages, qui nourrit ce qu'on peut appeler des « dramatiques d'usage de soi », qui s'enracine dans le corps biologique, lequel devient par là corps historique, mais qui selon les cas, implique les horizons culturels les plus larges, les plus généreux, échappe donc à toute procéduralisation.

Ce n'est donc pas une grandeur quantifiable, qui pourrait s'évaluer en unités additives, ni même une grandeur intensive dont on pourrait mesurer les degrés, comme on le fait de la température. Au cœur donc de la vie et de l'histoire se niche une réalité profondément énigmatique, l'activité, qui échappera toujours à toute modélisation, catégorisation, savoir disciplinaire, instrument de mesure. Il faut savoir accepter et vivre ensemble avec cette énigme, objet d'enquête studieuse et non de calcul triomphant.

L'EMBALLEMENT MARCHAND

Comment ne pas s'inquiéter alors de cet emballement marchand : gérer toujours plus la vie sociale, y compris la survie physiologique, à travers l'argent, comme seul instrument et critère ? Il n'y a là nulle « robinsonnade », ni vœu de retour à une société du troc, ou mise en question farfelue de la circulation monétaire ; ni non plus la réitération d'une louable mais facile dénonciation de la déshumanisation par l'argent roi. Ce qui est en jeu ici est la mise en regard de ce que l'on sait aujourd'hui de l'activité – industrielle – humaine avec la nature de l'échange et de la capitalisation monétaires. Alors on peut mesurer le risque qu'il y a d'approfondir les modalités d'évaluation et de décision relatives au destin des activités humaines à partir de ce qui leur sera toujours partiellement inassimilable. Bien que contestée à travers le monde, cette forme de « rationalité », de « pureté » gestionnaires ne cesse avec la mondialisation des échanges de gagner du terrain. Cette contradiction entre rétribution monétaire et activité de travail n'est certes pas nouvelle. Au cœur des inégalités sociales, pour les produire et pour les maintenir, elle a été à travers les luttes sociales, progressivement « apprivoisée », civilisée : des points de repères, des garanties négociées ont peu à peu et toujours provisoirement pacifié cet échange impossible (statuts professionnels, grilles d'avancement et de classification... là où la relation de travail a été juridiquement régulée). Mais ces luttes, cette confrontation se sont presque toujours opérées – et c'est parfaitement compréhensible – autour de l'échange monétaire, autour du temps légal réglé par cet échange, et très rarement autour de la mise en visibilité du contenu même de cet échange sans mesure. On peut le comprendre. On peut plus facilement se battre sur un rééquilibrage monétaire, d'où peut dépendre la survie quotidienne, que sur la mise en visibilité d'arbitrages internes aux activités qui situent les limites et / ou les oppressions des normes antécédentes. Mais si les valeurs de vie collective, au cœur de ces arbitrages, ne sont pas dépliées dans ces confrontations et ces négociations, la vie des contradictions sociales se déplace et prolifère sous d'autres formes, les alternatives, dans leur profondeur, n'émergent pas sur le long terme de la peine féconde des hommes.

TYRANNIE DU RÉSULTAT FINANCIER

Avec l'obsession et la tyrannie du résultat financier, la contradiction argent/activité

prolifère ainsi sourdement au cœur de l'espace social. Décalage qui dans les myriades de situation de travail produit des frustrations, des crises, des retraits, dégoûts, de la non qualité... S'agit-il de « non reconnaissance » du travail ? Sans doute ce terme peut indiquer cet écart entre la gestion aux indicateurs quantitatifs, comptables et le coût en gestion de dramatiques que peuvent coûter tel résultat ou absence de résultat. Mais ce terme reste ambigu car le consensus qu'il ménage peut laisser inexploré ce qu'il y a à reconnaître et sur quels horizons ouvre cette reconnaissance.

“ *L'apparente rationalité en bulldozer des gestions à la calcullette ne peut conduire en fin de compte qu'à l'effritement progressif des valeurs de bien commun, celles qui tentent de construire l'auto-gouvernement pacifié des humains.* ”

Par exemple, créer jour après jour dans son voisinage de travail une cristallisation collective où circulent dans l'implicite des savoirs et des normes endogènes résultant de la mise en commun de valeurs, c'est la condition sine qua non tant d'une certaine efficacité que d'une vie acceptable au travail. C'est à travers elles que se développent le goût, la santé, une certaine puissance d'être au travail. Mais faire vivre quotidiennement de tels liens est un effort, un choix, un choix d'usage de soi à renouveler sans cesse : dialogue de chacun avec son univers de valeurs, arbitrages répétés en faveur de biens communs locaux plus ou moins articulés sur des valeurs sans dimensions d'échelle beaucoup plus large. Ces petits riens parfois – écouter le matin les soucis personnels de sa collègue de bureau dont on sait que, contraints au silence, ils plomberont tout le jour son attention et sa disponibilité –, ces normes endogènes – se transmettre de service à service des informations pertinentes qui n'ont « normalement » pas à transiter par ces voies-là, peuvent déployer prodigieusement l'efficacité d'un milieu de travail : avec quel étalon de mesure l'évaluer ? Voir le rémunérer ? Et en ce cas, rémunérer qui ? Qui ne voit que méconnaître ce sillon indéfiniment recrusé, en écart par rapport au gouvernement par les seules normes antécédentes, qu'individualiser à outrance les salaires, est affai-

blir cette source d'efficacité et cette ébauche d'auto-gouvernement pacifié des humains.

Cette contradiction activité/argent, nul ne peut la supprimer aujourd'hui, sans risques plus grands encore pour la vie collective. Mais ce qui nous est imposé est de l'assumer, de tenter de vivre avec. L'essentiel est là : l'apparente rationalité en bulldozer des gestions à la calcullette ne peut conduire en fin de compte qu'à l'effritement progressif des valeurs de bien commun, celles qui tentent de construire l'auto-gouvernement pacifié des humains.

L'EXEMPLE DES TÉLÉOPÉRATEURS

Soit l'évaluation des téléopérateurs au seul nombre de communications passées par unité de temps : voile est mis sur les conditions réelles des appels, l'exigence d'un temps nécessaire à l'établissement d'un minimum de relations singularisées avec l'appelant. Soit, je « dribble » le client, comme on l'a dit plus haut ; à d'autres de payer les pertes et les gâchis qui en résulteront : « ce n'est pas mon affaire ». Ainsi se déplace le curseur des arbitrages de l'activité, d'un bien commun à large horizon vers un « bien » à petit horizon individuel. Certes la rapidité des appels permet d'économiser du temps, donc de l'emploi, donc de la masse salariale, ce qui figurera au tableau d'honneur des comptes de l'entreprise. Mais ce sera autant de temps-problèmes rejetés ailleurs, transmutés en insatisfaction, agressivité, à traiter éventuellement par d'autres acteurs déjà surchargés par les effets critiques de cette externalisation et dont les demandes de création d'emploi feront l'objet de conflits sociaux.

Et par ailleurs, qu'eussent été les comptes de l'entreprise en question si elle avait eu comme objectif de mettre en visibilité le déploiement des renormalisations fécondes porté en potentiel par ses téléopérateurs ? Certes il eût fallu renoncer au gouvernement des salariés ou de tous autres protagonistes par les seules normes antécédentes. Mais cela ne fait que renforcer l'idée que le politique est déjà omniprésent dans les débats de normes de l'activité.

Dès lors donc que fonctionne le seul critère des valeurs monétaires, la capacité à penser son usage de soi industriel à des échelles humaines plus larges est affaiblie. Rien ne se produit, et donc rien ne s'échange sur un marché, sans à la base du travail vivant. Mais le travail vivant ne produit rien de valable à la seule calcullette.

La marchandisation, pas plus que la mondialisation, ne sont forcément unila-

LE DOSSIER crises : construction et subversions

SUITE DE
LA PAGE 13 >

téralement négatives. Le maintien en l'état des emplois, des statuts, des formes techniques, des relations inter-humaines entraînerait une rigidification des situations de vie qui n'est pas la loi de l'histoire des groupes humains. Mais la fascination du chiffre conduit soit à menacer les efficacités des organismes qui veulent ne se régler que par elle, soit à faire payer par d'autres les pots qu'elle casse (chômage, atteintes à la santé, insécurité). Et elle menace jour après jour la souterraine édification de « biens communs » susceptibles de cheminer à travers les innombrables débats de normes de l'activité.

Constaté cette contradiction croissante n'implique donc nul dogmatisme ni solution à tirer du chapeau de ces mondes de confrontation. L'évaluation monétaire est un outil social puissant : facteur d'autonomie parce qu'il nous laisse libre de l'usage de notre rétribution ; indicateur

possible d'efficacité collective quand il n'est pas exclusif ; partenaire d'une pensée universalisante quand il accompagne sans hégémonie les échanges inter culturels. Mais quand il est opérateur de cécité aux dramatiques de l'activité et de la vie, alors vient le temps des crises multiformes, rampantes ou violentes, se déplaçant du travail à la famille, de la famille à la cité, de la cité à l'arène politique, avec retour sur les lieux de travail. Les hommes et les femmes peinent de plus en plus à se reconnaître comme « semblables ». C'est alors une sorte de guerre de tous contre tous, chaque individu mais surtout chaque corps de métier, chaque corporation, chaque catégorie cherche à faire valoir ses intérêts propres, ses conditions de vie mais aussi de survie, par des coups de boutoir explicitement indifférents à ceux des autres. Lorsque semble disparaître au plus haut niveau l'essai de construire la compatibilité des « biens

communs » avec un bien « de tous », on comprend comment peut se rétrécir ainsi la revendication sociale. Mais ne sont pas dépliées alors de véritables alternatives politiques. Le gouvernement par les seules évaluations quantitatives et financières se circonscrit à des espaces, limités, restrictifs où se définissent drastiquement ses intérêts (la personne embauchée, le budget du service, les comptes de l'entreprise, de la firme multinationale) : « hors de moi et après moi, le déluge ». Quelles valeurs politiques de bien commun peuvent avoir leur chance quand elles sont tuées dans l'œuf dans le quotidien de l'activité ? ■

***Yves Schwartz** est ergologue, professeur à l'université de Provence et au CNAM.

Texte repris dans *L'Activité en Dialogues*, Octares éditions, 2009 avec l'aimable autorisation de l'auteur.



UN NOUVEAU MONDE SANS WALL STREET

Le combat qu'il faut mener contre la dangerosité de la valeur actionnariale, le grand cancer, tapi au sein de l'économie mondiale cette tumeur justifie la suppression des places financières dans leur fonctionnement actuel.

PAR FRANÇOIS MORIN*

A l'image de Wall Street, ces places sont les propagatrices actives de la valeur actionnariale à travers l'action des plus grands investisseurs financiers. Depuis seulement une vingtaine d'années, cette création de valeur au bénéfice de ces actionnaires financiers exerce une pression devenue insupportable au sein de ce qui est considéré comme le cœur du capitalisme, la société des capitaux. Les firmes qui prennent cette forme juridique, au premier chef d'entre elles, celles qui sont cotées en Bourse, doivent désormais satisfaire dans des proportions démentielles l'appétit des actionnaires.

Rompre avec les logiques financières à court terme de la valeur actionnariale devient alors un impératif pour éviter les dégâts considérables que cette logique entraîne sur le monde du travail [...]

Pour changer la logique actuelle du partage des résultats de l'entreprise, question centrale et particulièrement sensible, l'intervention des pouvoirs publics et du législateur s'avère indispensable.

En la matière, les pistes alternatives sont peu nombreuses, toutes difficiles ou radicales. Elles sont, à nos yeux, au nombre de trois. Tout d'abord, nous verrons qu'une possibilité à envisager serait celle du retour en arrière, imposant des modifications profondes de la législation des fonds de pension et des retraites par capitalisation. La deuxième solution à envisager est celle d'un développement rapide et beaucoup plus large de l'économie sociale et solidaire, mais cette voie est-elle réellement envisageable ? Enfin, troisième solution, un changement dans les règles de gouvernance et des droits de propriété dans les sociétés de capitaux. Mais ne serait-ce pas une nouvelle utopie ? Précisons tout de suite notre position sur ces trois solutions. La première nous semble quasiment impossible à mettre réellement en œuvre dans les logiques financières actuelles. La deuxième est éminemment souhaitable mais restera encore longtemps marginale, même dans des logiques renouvelées. La troisième, enfin, est la plus efficace et la plus rapide à mettre en place, mais c'est aussi

sans aucun doute la plus radicale. De fait, elle touche le fondement même du droit de propriété dans les sociétés de capitaux. Nous insisterons donc principalement sur les deuxièmes et troisièmes voies, qui, seules, permettraient de construire un nouveau monde sans Wall Street.

LA SOLUTION DU « RETOUR EN ARRIÈRE »

Peut-on revenir en arrière ? Il s'agirait alors d'abolir la norme financière qui s'impose aux entreprises lorsqu'elles font appel à des investisseurs financiers « très professionnels », c'est-à-dire en réalité très efficaces dans leurs exigences de rentabilité pour leurs apports. Rappelons que ce sont ces exigences fixées a priori qui sont désastreuses et qui ont modifié depuis une vingtaine d'années la logique traditionnelle du capitalisme. Cette logique était autrefois celle de la maximisation du profit. En transformant l'obligation de moyen, à savoir faire le maximum de profit, en une obligation de résultat, répondre à une norme fixée a priori, le système dans son ensemble s'est mis à dérailler.

Doit-on revenir en arrière ? Cela signifierait retrouver les logiques traditionnelles où la maximisation du profit impliquait la prise en compte par les dirigeants des contraintes que pouvaient rencontrer leur action. Cette maximisation sous contraintes pouvait justifier les compromis sociaux qui, par exemple, étaient le propre de la période fordiste de l'après-guerre. Un tel retour en arrière, même s'il peut apparaître aux yeux de certains comme éminemment souhaitable, apparaît en réalité extrêmement difficile pour deux sortes de raisons.

La première est celle de la faiblesse grandissante de la négociation collective et la perte de l'influence des syndicats [...]

La solution à la financiarisation de l'économie ne peut plus donc venir de ce monde-là. La finance globale, à travers son puissant oligopole bancaire, s'est emparée du monde de l'entreprise et a contribué à détruire progressivement toute forme de contre-pouvoir efficace, et notamment celle qui pouvait provenir de la négociation collective. Cette pente

peut-elle être remontée ? Nous ne le croyons pas tant que se maintiendra le pouvoir de cet oligopole.

Un raisonnement similaire peut s'appliquer à l'autre grand acteur des transformations sociales, à savoir l'État. C'est la seconde raison qui nous pousse à croire à l'impartialité d'un retour en arrière.

La faiblesse des États face à la crise en est le meilleur exemple. Non seulement les États (inspirés par leur idéologie néolibérale) n'ont pas vu venir la crise, mais de plus les solutions mises progressivement en place pour en sortir ont été très largement inspirées par le lobby bancaire international. Le tour de force suprême de la part de ce dernier a été de convaincre les États de transformer le surendettement privé des banques (à cause des titres toxiques liés aux subprimes) en surendettement public ! On aurait pu alors imaginer des solutions de restructuration de la dette publique (notamment pour la Grèce), mais celles-ci ont toutes été écartées. Il fallait éviter naturellement que les plus grandes banques puissent être touchées dans leurs résultats par un tel dispositif. Peut-on alors imaginer – dans le contexte actuel – un sursaut de la part des États pour freiner les exigences folles de cette finance globalisée ? Rien ne l'indique. [...] Pour notre part, nous pensons que s'engager, de la part des États, dans cette question, c'est forcément remettre en cause le droit des actionnaires à décider du partage des résultats de l'entreprise. Autrement dit, remettre en cause fondamentalement les rapports de propriété qui ont forgé jusqu'à présent le visage du capitalisme. [...]

LE RENFORCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'idée que nous voulons défendre ici est à la fois celle du renforcement nécessaire du champ de l'économie sociale et solidaire, mais aussi de l'aide qu'il faut apporter à cette économie pour qu'elle puisse retrouver, au plus vite, ses fondamentaux éthiques.

Traditionnellement, le champ de l'économie sociale est celui des associations, des mutuelles, des coopératives et des fondations. Mais, avec l'irruption de la mondialisation et de la financiarisation des économies, ce champ a perdu une partie de ses repères. Plus récemment, un changement est intervenu porteur de renouveau. Une foule d'initiatives éparses, désordonnées, hasardeuses, comme des régies de quartier, des crèches parentales, l'échange équitable, l'entrepreneuriat social¹, etc. sont venues

s'ajouter au champ traditionnel. Ces nouveaux espaces d'initiatives renvoient à la notion d'« économie solidaire » qui s'est imposée depuis peu.[...] C'est ce mouvement et ce renouveau qui, dans la période actuelle, peuvent devenir un espace de renouvellement des activités économiques dans des logiques de proximité et d'innovations sociales. [...]

Depuis la concrétisation de l'emprise de la finance globalisée et libéralisée sur la sphère des activités économiques, il y a une quinzaine d'années, on observe dans le secteur coopératif un renouveau, avec un retour aux valeurs fondatrices. L'économie sociale et solidaire s'affiche dès lors comme « la capacité de prise en charge collective par une population sur un territoire donné des affaires qui la concernent² ». Et cela passe par la création de propriétés collectives, de façon à permettre aux gens de prendre leurs affaires en main. Les idées d'enracinement dans un territoire, d'ancrage local, d'innovation sociale, et de démocratie directe constituent les mots-clés de ce renouveau. C'est cette économie-là qu'il faut faire connaître, qu'il faut inciter et développer. Voilà une responsabilité politique essentielle qui doit être assumée à toutes les échelles de l'action publique. [...]

“ *l'irruption de la valeur actionnariale dans l'histoire récente du capitalisme a perverti fondamentalement la logique traditionnelle des rapports de pouvoir au sein de l'entreprise capitaliste.* ”

DE NOUVEAUX RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ DANS LES SOCIÉTÉS DE CAPITAUX

Le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) est évidemment une orientation essentielle pour le devenir de nos sociétés. Mais est-ce la seule et vraie solution ? Nous ne le croyons pas. Son fort ancrage territorial, ses organisations à taille humaine, sa distance symbolique et pratique avec le salariat font de l'ESS un secteur qui ne peut répondre à tous les projets productifs dont la planète a besoin. De plus, il faut bien partir de la réalité du système économique actuel où la très grande majorité de la production de biens et de services se réalise dans les entreprises de moyennes ou de grande dimension, employant jusqu'à des dizaines de

milliers de salariés. À la différence du secteur coopératif, ce sont ces entreprises-là qui subissent le joug de la souveraineté actionnariale, et qui, par conséquent, sont soumises à une pression financière devenue aujourd'hui intolérable, particulièrement pour le monde du travail. [...]

Ces actionnaires détiennent deux types de prérogatives essentielles. D'une part, en nommant les administrateurs, ils détiennent la clé de l'organisation de l'entreprise. D'autre part, en décidant de l'affectation du résultat, ils décident à la fois de la façon de rémunérer leurs apports (dividendes), et de la façon dont ils entendent assurer l'avenir de la société (investissements). Dans certaines législations, une part du résultat peut être réservée aux salariés. Mais l'irruption de la valeur actionnariale dans l'histoire récente du capitalisme a perverti fondamentalement la logique traditionnelle des rapports de pouvoir au sein de l'entreprise capitaliste. Une logique infernale s'est ainsi installée, et le droit actuel des sociétés ne peut absolument pas la contenir puisque précisément ce droit repose sur le pouvoir ultime de l'actionnaire, c'est-à-dire de l'apporteur de capitaux (une action = une voix).

La question que nous souhaitons poser ici est la suivante. Comment casser cette logique insensée que les places financières ont largement propagée en permettant aux investisseurs institutionnels et aux banques qui gèrent leurs fonds de diffuser ce véritable virus ? [...]

Une autre solution, celle que nous proposons ici, serait simplement de partager le pouvoir entre les acteurs en présence. Dans cette hypothèse, comment concevoir les organes de gouvernance en rapport avec la mise en place d'une nouvelle règle de partage ? Y a-t-il un modèle de firme possible qui ne soit ni la société de capitaux ni la firme coopérative, et qui pourrait cependant être une alternative crédible pour l'organisation et la gestion des activités économiques ? [...]

Tentons une réponse dans cette voie-là, qui ne soit pas une « refondation du capitalisme », mais plutôt un chemin qui bifurque en offrant une vision nouvelle. Appelons cette firme nouvelle, « l'entreprise partenariale alternative³ », dont l'objectif serait le partage du pouvoir et la négociation du résultat entre les apporteurs de fonds, les dirigeants et les salariés. Le résultat courant après impôts devrait rémunérer le passé (les apporteurs de fonds), le présent (les salariés et les dirigeants) et le futur (les investissements). Ce partage est justifié par la

prise de risque de chaque partie prenante. Précisons un peu plus les orientations et le profil des organes de gouvernance, ainsi que la répartition des droits de propriété dans cette nouvelle entreprise.

Le conseil serait d'abord un véritable conseil d'administration du « temps », en ce sens qu'il devrait faire des arbitrages stratégiques entre :

- la rémunération de ceux qui, par le passé, ont apporté leurs fonds ; celle-ci doit être suffisante pour que ces apporteurs ne vendent pas leurs parts et au contraire puissent continuer à alimenter les fonds propres de la firme ;
- la rémunération de ceux qui, dans le présent, ont assuré, par leur travail, la réalisation de l'activité de la firme et de ses résultats ; il est nécessaire de ce point de vue que le partage puisse tenir compte des compétences des uns et des autres, et notamment du travail spécifique des dirigeants.[...] ;
- le financement des investissements qui préparent et conditionnent l'avenir de l'activité de la firme.

Ce conseil d'administration pourrait alors se présenter selon quatre composantes à parts égales. [...] des représentants des apporteurs de fonds[...] désignés par les apporteurs de fonds en fonction, du nombre de parts détenues (une action=une voix). Des représentants des salariés ; ils sont désignés selon le principe un homme (ou une femme) = une voix, par les salariés de la firme ; des personnalités qualifiées, [...] dont le rôle est d'anticiper l'avenir à moyen ou long terme. [...] Enfin, le directeur de la société. Il est tripartite et chaque collège désigne l'un des membres qui le constituent.[...]

Après les apports initiaux de fonds symbolisés par des parts sociales, les fonds propres sont alimentés chaque année par une partie du résultat courant, celle qui est destinée aux investissements. Cette partie est génératrice de nouvelles parts sociales qui sont allouées aux apporteurs de fonds, aux salariés, et aux dirigeants, au prorata des montants du résultat courant qui leur auront été distribués. La clé de distribution du résultat courant [...] est donc aussi celle qui sert à la répartition des parts sociales. Cette clé est décidée chaque année par le conseil d'administration.

Cette organisation de la gouvernance modifie évidemment la place des actionnaires dans l'entreprise. [...] Le partage des pouvoirs est réaliste, car chaque partie prenante peut s'exprimer pleinement dans le domaine de compétence qui est le sien. Une entreprise bâtie sur

ce modèle n'a aucune raison d'effrayer les banquiers ou les apporteurs de capitaux. Son *affectio sociatis* (ou la volonté commune à plusieurs personnes physiques ou morales de s'associer) est par nature élevée. [...] Pourquoi une telle entreprise ferait-elle alors appel au marché financier ou à Wall Street ? Ce serait, pour elle, se soumettre de nouveau à la norme financière que les investisseurs leur imposeraient a priori. ■

Extraits de son dernier ouvrage *Un monde sans Wall Street*, Le Seuil, février 2011. Publiés avec l'aimable autorisation de l'auteur.

*François Morin est professeur émérite de sciences économiques à l'université de

Toulouse I, il a été membre du Conseil d'analyse économique.

1) L'entrepreneuriat social a pour finalité de replacer l'homme au centre de l'économie avec une recherche plus raisonnable du profit. Depuis quelques années, des chaires d'entrepreneuriat social ont été ouvertes à Oxford, à HEC, à l'ESSEC.

2) Jacques Prades, *Compter sur ses propres forces – Initiatives solidaires et entreprises sociales*, éd. de l'Aube, 2006. Pour illustrer ce propos, l'auteur décrit trois exemples : le groupe coopératif basque de Mondragon (Espagne), les corporations de développement économique communautaire de Montréal et la Banca Etica italienne.

3) Les économistes font souvent la distinction entre l'entreprise *stake-holder* qui est l'entreprise où les parties prenantes (sala-

riés, banquiers, clients) jouent un rôle dans la prise de décision, et la seconde, dite *shareholder*, où ce sont les actionnaires qui affirment leur autorité dans la prise de décision. Mais ces deux catégories de firme, et notamment l'entreprise *stake-holder*, restent dans la logique de fonctionnement des « sociétés de capitaux ». L'entreprise partenariale alternative ne renvoie donc pas à cette distinction.

Réagissez à ce dossier
contactez-nous !
revue@pcf.fr

UN AUTRE CRÉDIT, ÉLÉMENT CLÉ D'UNE STRATÉGIE COHÉRENTE DE TRANSFORMATION SOCIALE

La dépendance accrue des entreprises et des États vis-à-vis de la finance (la « dictature des actionnaires ») a permis de relever les taux de profit (en faisant baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée) mais ce cancer financier a créé les conditions de crises de plus en plus incontrôlables.

PAR DENIS DURAND*

Déjà mises en accusation, à juste titre, depuis la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers, les banques essuient aujourd'hui un feu de critiques pour leur rôle dans la crise de l'euro, mais aussi pour leur comportement en matière de financement des entreprises (Pétroplus...) et des collectivités territoriales.

LE CRÉDIT BANCAIRE AU CŒUR DE LA CRISE

Les banques, qui sont aujourd'hui la cible de spéculations boursières, ont une responsabilité énorme dans la crise. Depuis trente ans, le crédit bancaire a eu de moins en moins pour contrepartie le développement de l'emploi, de la formation et la création de richesses réelles qui en résulteraient, mais au contraire le gonflement des prix des actifs financiers négociés sur les marchés, et des prix immobiliers. En d'autres termes, beaucoup d'entreprises ou de riches particuliers qui empruntent aux banques ne se servent pas de cet argent pour financer des investissements qui créent des emplois, mais pour acheter en Bourse des titres financiers, par exemple des actions. Ces titres font donc l'objet d'une forte demande, ce qui fait monter leur prix, bien au-delà de la valeur des

biens qu'ils sont censés représenter. Les exigences de leurs détenteurs en termes de dividendes distribués croissent dans les mêmes proportions.

La dépendance accrue des entreprises et des États vis-à-vis de la finance (la « dictature des actionnaires ») a permis de relever les taux de profit (en faisant baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée) mais ce cancer financier a créé les conditions de crises de plus en plus incontrôlables.

En retour, les difficultés des banques les conduisent à restreindre le financement des entreprises et des collectivités publiques, ce qui freine les investissements et l'activité, transmettant les effets de la crise financière à l'économie « réelle ».

Les citoyens doivent donc demander des comptes aux banques, et aller jusqu'à conquérir des pouvoirs nouveaux sur leur activité de mise en circulation de l'argent, parce qu'elles ont joué et continuent de jouer de plus en plus dangereusement avec un argent qui est notre argent ; si la confiance dans les banques s'effondre, c'est la confiance dans la monnaie qui s'effondrera, c'est-à-dire une des bases essentielles de la vie en société ; à l'inverse, sortir de la crise exigera une réorientation radicale de l'action des banques et des critères d'attribution des crédits.

LA RÉORIENTATION DU CRÉDIT

Elle n'a de sens que dans ses relations avec la logique de l'ensemble des autres propositions.

Le fil conducteur, c'est la sécurisation de l'emploi et de la formation, qui est en quelque sorte la traduction économique et sociale du slogan « l'humain d'abord ». Des emplois plus nombreux, plus sûrs, plus qualifiés, mieux rémunérés, c'est à la fois un moyen de relancer la demande mais c'est aussi un facteur d'efficacité économique dans le contexte de la révolution informationnelle. C'est donc le moyen de créer davantage de richesses en économisant sur les moyens matériels de production (matières premières, énergie). Cette valeur ajoutée supplémentaire élargit l'assiette des prélèvements publics et sociaux, base d'un financement sain des services publics et de la protection sociale. C'est enfin une source de dépôts stables des salariés dans les banques.

Le cœur de nos propositions économiques, c'est donc la lutte pour imposer d'autres critères de gestion des entreprises et d'attribution des crédits bancaires,

« du local au mondial » :

- dans les entreprises et les bassins d'emplois, avec le soutien de fonds régionaux pour abaisser le coût des crédits aux investissements qui sécurisent l'emploi et la formation (la puissance publique ne

finance pas ces investissements, elle intervient à l'appui des luttes sociales pour obliger les banques à les financer) ; • au niveau national avec un Fonds national pour l'emploi et la formation et avec un pôle financier public mettant en réseau des banques et compagnies d'assurances publiques (la question de la nationalisation des banques est à l'ordre du jour, à juste titre) pour peser sur le comportement d'ensemble du système financier, dans le cadre d'un service public du crédit au service de l'emploi et de la

formation ; • au niveau européen avec une autre utilisation de l'euro à travers une nouvelle politique monétaire : la BCE doit cesser de soutenir les banques qui financent la spéculation ; elle doit refinancer à taux zéro les crédits qui financent les investissements favorables à l'emploi, ainsi que les dépenses qui contribuent au développement des services publics. C'est, en particulier, l'objet de la campagne du Parti de la gauche européenne pour la création d'un Fonds de développement social et écolo-

gique européen ; au niveau mondial avec le débat sur la remise en cause de l'hégémonie du dollar et la nécessité d'une alliance avec les pays émergents et en développement pour la création d'une monnaie commune mondiale qui pourrait, techniquement, être développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, et qui servirait à financer les dépenses pour les êtres humains et les services publics sur toute la planète. ■

***Denis Durand** est économiste, syndicaliste, membre du conseil national du PCF

L'EURO : DIX ANS, ET DÉJÀ PLUS DE DENTS ?

La crise de la zone euro n'est en fait que l'un des aspects d'une crise globale, conséquence d'un endettement privé insoutenable accumulé dans les pays développés, favorisé par la dérèglementation et la sophistication des montages financiers, la libéralisation des mouvements de capitaux et l'existence d'une masse énorme de capitaux cherchant à se placer.

PAR DOMINIQUE SICOT*

Le 1^{er} janvier 2002, l'euro devenait en effet la monnaie de douze pays de l'Union européenne¹ rejoints depuis par cinq autres². Trois ans auparavant, il avait déjà été introduit dans le monde des affaires³. Que ne nous a-t-on pas vendu alors ! Une monnaie stable, plus d'inflation – la Banque centrale européenne (BCE) y veillerait. Des taux d'intérêt faibles, permettant aux États de se financer à bas prix sur les marchés, aux entreprises et aux ménages de disposer de crédits peu chers. Un marché unique plus efficace, de la croissance, des emplois... Une monnaie européenne capable de tenir tête au dollar. Une zone euro forte et stable capable de tenir le coup bien plus que ne pourrait le faire un pays isolé face aux « chocs extérieurs » (hausse brutale des prix du pétrole, turbulences sur les marchés financiers)

Dix ans après, l'euphorie est retombée ! Le 20 décembre dernier, *Le Monde* titrait sans plus de forme : « L'explosion de la zone euro est désormais plausible ». Des chefs d'entreprise s'y prépareraient. Et le *Financial Service Authority*, le régulateur du secteur financier britannique, aurait demandé aux banques de la City d'envisager une telle hypothèse.

Chacun y va de son scénario. Dispersion façon puzzle. Sortie de la Grèce, désignée comme fauteuse de trouble. Sortie de l'Allemagne, trop vertueuse pour continuer à payer pour les cigales.

Éclatement de la zone en deux, un euro du Nord et un euro du Sud. Retour aux monnaies nationales avec maintien d'une monnaie commune – et non plus unique...

UN CHAMP DE RUINES

De fait, la zone euro a des allures de champ de ruines. Depuis 2010, trois pays – la Grèce, l'Irlande et le Portugal – se sont fait littéralement expulser par les marchés financiers et sont désormais sous tutelle de l'Union européenne et du FMI. Si la

“ *Il n'y a pas de sortie à ce piège en reprenant chacun ses billes, pour aller se faire massacrer seul par les marchés financiers.* ”

négociation actuellement en cours avec ses créanciers privés n'aboutit pas, la Grèce pourrait être en cessation de paiement. L'Italie, l'Espagne, la Belgique sont sous pression. La France s'est vu privée par Standard & Poor's de son triple A... De sommet en sommet, les dirigeants européens affichent leur impuissance à s'imposer face aux marchés financiers. À moins qu'ils n'aient choisi de satisfaire avant tous les intérêts des détenteurs de capitaux ! Pour payer les dettes, coûte que coûte, des plans d'austérité toujours plus rigoureux sont imposés aux peuples d'Eu-

rope (privatisations, baisse des dépenses publiques, suppressions de postes de fonctionnaires, gel voire baisse des salaires, casse des systèmes de retraite et de santé...). Ces mesures, qui plus est, généralisées à l'ensemble de l'Europe, provoquent récession et chômage. Sous l'égide de la chancelière allemande et du président français – le couple « Merkozy » – les dirigeants de la zone euro manient le gros bâton : (discipline budgétaire renforcée), confondent *business* et solidarité tout en ajoutant de la dette à la dette, histoire une fois de plus de gaver les créanciers (le Fonds européen de solidarité financière censé aider les États en difficulté emprunte sur les marchés pour leur consentir des prêts, en prenant sa marge au passage).

Officiellement, la zone euro souffre d'une crise des dettes publiques, conséquence d'une gabegie de dépenses de la part des États. D'où l'hystérie à leur imposer l'austérité pour « rassurer les marchés » – ceux-ci « s'affolant » pourtant tout autant de l'absence de croissance ! L'histoire est un peu différente. Les dettes publiques sont essentiellement la conséquence des cadeaux fiscaux dont ont bénéficié les plus riches et les entreprises depuis 25 ans, et du sauvetage des banques par les États après l'effondrement du système des « subprimes » en 2007. La crise de la zone euro n'est en fait que l'un des aspects d'une crise globale, conséquence d'un endettement privé insoutenable accumulé dans les pays développés, favorisé par la dérèglementation et la sophistica-

tion des montages financiers, la libéralisation des mouvements de capitaux et l'existence d'une masse énorme de capitaux cherchant à se placer (surplus des pays exportateurs, dividendes énormes distribués aux actionnaires...). Ces flots ont servi toutes les spéculations et permis de prêter à tout va aux ménages pour qu'ils se logent et consomment malgré les pressions sur les salaires imposés par les détenteurs de capitaux, aux promoteurs immobiliers, aux fonds d'investissement... C'est ce système tout entier, correspondant à une phase du capitalisme, qui aujourd'hui ne fonctionne plus. La zone euro subit ce choc avec d'autant plus de violence qu'elle était brinquebalante dès le départ. Parce qu'on ne fait pas une union monétaire entre pays dont les niveaux de développement, de vie, de salaires... sont très différents, à moins

d'opérer d'importants transferts financiers des régions riches vers les plus pauvres. Parce que ce ne sont pas des prêts bancaires quasi-spéculatifs aux pays les plus faibles qui pouvaient résoudre le problème. Parce que ces inégalités de départ ont été aggravées par les politiques de *dumping* social (chômeurs contraints d'accepter des contrats précaires au rabais et des jobs à un euro de l'heure, extension du temps partiel de courte durée, flexibilité des horaires, baisse des salaires, réforme des retraites, TVA « sociale »...) menées par les gouvernements allemands depuis le début des années 2000 au détriment de leurs partenaires européens, pour soi-disant doper leur « compétitivité ». Il n'y a pas de sortie à ce piège en reprenant chacun ses billes, pour aller se faire massacrer seul par les marchés financiers. Mais bien en explorant les voies d'une

solidarité européenne au profit cette fois des travailleurs et non plus des rentiers et des capitalistes. En exigeant un audit citoyen sur les dettes publiques pour refuser de payer celles qui sont « illégitimes ». En revenant à un financement des États sorti des griffes des marchés financiers (financement direct par la BCE, financement par l'impôt en rebâtissant une fiscalité juste et en abolissant les niches fiscales. ■

***Dominique Sicot** est journaliste à *L'Humanité Dimanche*, en charge des questions économiques.

- 1) Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.
- 2) Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008), Slovaquie en 2009, Estonie en 2011.
- 3) Dans onze pays : les douze cités plus haut, moins la Grèce qui n'a rejoint qu'en 2001 le noyau fondateur.

LES TROIS ÉTAPES DU CHANGEMENT

Se donner les moyens de prendre des mesures qui améliorent immédiatement les conditions d'existence de la majorité et qui justifient la rupture opérée. La question du financement budgétaire n'est pas une question technique, mais une question éminemment politique.

PAR MICHEL HUSSON*

Le débat actuel est borné par trois questions étroitement liées : comment dégager des marges de manœuvre pour une autre politique ? Comment se libérer du joug de la finance ? Comment se dégager du corset euro-libéral ? Il y a deux manières apparemment simples d'y répondre. La logique social-libérale invoque une hypothétique rigueur de gauche qui permettrait à la fois de « rassurer » les marchés et de respecter les critères européens, tout en menant une politique plus « sociale ». La logique souverainiste consiste à suggérer qu'avec la sortie de l'euro, tout deviendrait possible. Mais ni l'une ni l'autre de ces positions ne prend la mesure de la crise ni ne comprend ses véritables causes. La première conduit à un ajustement aux desiderata de la finance et donc à la régression sociale, la seconde à un effondrement économique et donc, aussi, à une régression sociale accrue. Aucune politique alternative n'est possible si le financement de la dette continue à dépendre du bon vouloir des marchés financiers. Toute mesure progressiste d'un gouvernement de gauche, par exemple en matière de réforme fiscale, serait perçue comme une remise en cause des

privileges des classes dominantes. À la moindre incartade de ce genre, même timide, les marchés financiers riposteraient en dégradant la sacro-sainte note, et surtout en augmentant le taux des nouveaux emprunts. La mesure prise serait immédiatement neutralisée par l'alourdissement de la charge de la dette.

“ *Cela passe par l'annulation des dettes illégitimes et des créances toxiques, qui implique à son tour la socialisation des banques.* ”

Or, aucun gouvernement ne peut prétendre annuler du jour au lendemain le besoin de financement public. La conclusion est évidente : soit on finance le déficit autrement que par appel aux marchés financiers, soit on en est réduit à mener la politique dictée par ces derniers. Il faut donc desserrer cet étau, et la gamme des outils techniques pour le faire est assez large : emprunt forcé auprès des grandes fortunes, réserves obligatoires des banques, financement direct par la Banque de France ou, si l'on veut respecter les formes, par l'intermédiaire d'une agence publique *ad hoc*.

ROMPRE AVEC LES RÈGLES ACTUELLES

Cela revient à rompre ouvertement avec les règles du jeu actuelles, et notamment avec celles de l'Europe réellement existante. Cette rupture doit s'appuyer sur un rapport de forces qui peut être construit à partir d'une double légitimité. Légitimité sociale : elle repose sur la nature de la politique au nom de laquelle s'effectue cette rupture. Il faut donc se donner les moyens de prendre des mesures qui améliorent immédiatement les conditions d'existence de la majorité et qui justifient la rupture opérée. La question du financement budgétaire n'est donc pas une question technique, mais une question éminemment politique.

La seconde dimension de cette nouvelle légitimité est européenne. La rupture avec l'euro-libéralisme se fait au nom d'une autre Europe possible, et non pas comme une déclaration de guerre commerciale fondée sur une dévaluation hostile ou sur l'instauration de taxes labellisées « démondialisation ».

Un autre financement public est donc la condition préalable à tout changement. Elle ne résout évidemment pas tous les problèmes mais elle permet d'enclencher un processus de transformation. Sa deuxième étape devrait viser

LE DOSSIER crises : construction et subversions

SUITE DE
LA PAGE 19 >

à solder la facture de la crise et à dégager ainsi le terrain pour une alternative globale. Cela passe par l'annulation des dettes illégitimes et des créances toxiques, qui implique à son tour la socialisation des banques. Ces options radicales sont les seules qui soient adaptées au poids que la crise fait peser sur l'avenir, et donc sur la possibilité même de la changer. Elles ont en outre une justification technique, car elles permettent de remettre les compteurs à zéro. Sinon, les peuples européens devront subir au moins une décennie d'évolution chaotique, entre austérité, faillites, récessions et dislocation sociale.

Si ce cap est franchi, alors pourra s'amorcer la transition vers un nouveau modèle social, fondé sur trois grands principes : temps libre contre chômage, précarité et intensification du travail ; garantie des conditions d'existence par l'extension des services publics ; planification écologique et relocalisations productives. Une véritable alternative implique donc une inversion totale des priorités sociales. Elle s'oppose clairement aux solutions qui ne cherchent qu'à perpétuer le modèle néo-libéral, par les mêmes moyens tristement classiques : baisse du coût du travail, TVA sociale ou dévaluation, protectionnisme « réindus-

trialisateur », etc. Leur point commun est de vouloir rétablir la compétitivité sans poser la question préalable de la répartition des revenus.

Cette crise est une grande crise. Elle clôt une époque du capitalisme, et elle appelle des solutions radicales. Telle est la vérité qu'il faut porter dans le débat public, à partir d'un programme articulant clairement les trois étapes de la transformation sociale : s'affranchir de la finance, solder la crise, et engager la transition sociale et écologique. ■

***Michel Husson** est statisticien et économiste à l'Institut des recherches économiques et sociales.



UN PARFUM D'ANNÉES 30...

En France, le précédent d'une politique déflationniste systématique et aveugle, qui s'appuyait sur la quête de l'équilibre des finances publiques à n'importe quel prix porte un nom : Pierre Laval.

PAR FRÉDÉRIC LEBARON*

François Fillon vient de présenter un deuxième ensemble de mesures d'austérité, après celles de juillet. Et les prévisions de la Commission européenne sur la croissance française en 2012 laissent entendre qu'on n'en restera pas là. Jamais deux sans trois en quelque sorte. Ce que nous décrivions il y a peu comme une injonction généralisée à l'austérité est donc devenu une norme de politique économique présentée comme une évidence rationnelle : moins de croissance impliquant moins de rentrées fiscales, les dépenses publiques devraient être moins élevées afin de parvenir rapidement à l'équilibre budgétaire, garantie d'une évaluation favorable des agences de notation et donc d'un financement futur de la dette publique dans des conditions correctes. Tel est aujourd'hui le raisonnement tenu par les principaux dirigeants européens, avec à leur tête ceux de la Banque centrale européenne (à l'origine de cette norme, qui concrétise et radicalise les principes déjà inscrits, sous l'impulsion allemande, dans le traité de Maastricht), de la Commission et, dans une moindre mesure, du Fonds monétaire international. Ce dernier, plus imprégné de culture économique anglo-saxonne que d'ordo-libéralisme germanique, rechigne en effet à s'abandonner totalement à l'actuelle pulsion restrictive. Cette humeur « sacrificielle », de l'ordre de l'*ethos* autant que du raisonnement, suscite de la part de nombreux commentateurs une sorte de jubilation morbide, comme si la souffrance populaire avait aussi une dimension « purificatrice ».

UN RAISONNEMENT FALLACIEUX

Une telle omniprésence de cette norme fonde une grande partie de son évidence, la généralisation d'un raisonnement, fût-il profondément fallacieux, étant une des modalités de son efficacité politique. « Tout le monde » (au sein de la classe dirigeante) désormais convaincu de la nécessité de la réduction rapide des déficits, la suite va de soi : si la croissance s'annonce trop molle l'année prochaine, les déficits et la dette se réduiront moins vite, et il faudra donc durcir encore les restric-

tions budgétaires (ou, dans une variante plus fiscaliste, renforcer un peu plus la « discipline fiscale », les « rentrées », les « contraintes »...). Dans tous les cas, il s'agit bien d'annoncer des « sacrifices », « du sang et des larmes », et de laisser toute alternative hors de l'espace du pensable et du dicible. La dette publique est ainsi devenue l'horizon indépassable de notre temps.

“ *Le triomphe actuel de la doctrine de l'orthodoxie budgétaire a ainsi rendu possible, et désormais probable, un ensemble d'enchaînements socio-économiques qui semblaient relégués à la préhistoire des politiques économiques* ”

C'est peut-être la première fois, depuis les années 1930, que l'annonce d'un affaiblissement marqué de plus en plus probable de la croissance ne conduit pas, fût-ce après diverses contorsions rhétoriques et manœuvres politiques, à l'activation d'un raisonnement opposé, qui était devenu lui aussi une « évidence » malgré l'affirmation de moins en moins souterraine de la doctrine de l'orthodoxie : moins de croissance, plus de chômage conjoncturel appellent une intervention publique de court terme, au moins sous la forme d'une politique de baisse rapide des taux d'intérêt, et, si possible, par le jeu des « stabilisateurs automatiques », ce que les Américains appellent la « stimulation fiscale », il est vrai peu prisée (en théorie) des dirigeants allemands, même en période de récession. Dans ce raisonnement, porté par les économistes keynésiens, une politique dite d'austérité, « pro-cyclique », conduit à restreindre un peu plus la croissance, ce qui se traduit par moins de rentrées fiscales, jusqu'à ce qu'une telle politique devienne franchement « déflationniste », c'est-à-dire qu'elle conduise à une baisse de l'ensemble des grandeurs économiques (prix, salaires, etc.), comme dans les années 1930.

En France, le précédent d'une politique déflationniste systématique et aveugle,

qui s'appuyait sur la quête de l'équilibre des finances publiques à n'importe quel prix porte un nom : Pierre Laval. C'est son gouvernement qui par décret met en œuvre une politique brutale de rétablissement d'un budget à l'équilibre, en 1935, par une baisse drastique des dépenses publiques, alors que le chômage est massif et la production atone. François Fillon et Nicolas Sarkozy sont donc les dignes héritiers économiques de Pierre Laval. Cet équilibre ne sera évidemment pas tenu et au cours de la période de l'entre-deux-guerres, les années 1926-1929 font figure d'exceptions avec un solde budgétaire positif en fin d'exercice.

Le raisonnement keynésien, selon lequel un déficit budgétaire accru en période de crise permet une relance de l'activité, serait donc devenu inopérant et politiquement marginal. Critiqué par les économistes « nouveaux classiques » depuis les années 1970, il était resté pourtant très présent au sein des organismes de prévision macroéconomique et concrètement, toujours mobilisé par certains acteurs publics lors des phases de fort ralentissement conjoncturel. On assisterait ainsi à la fin d'une période caractérisée par l'alternance de phases « keynésiennes » de court terme, plus ou moins affirmées dans le cadre d'orientations néolibérales à moyen et long termes, et de politiques (monétaires et budgétaires) plus restrictives dans les périodes de croissance, propices à la reconstitution des excédents. Devant l'explosion de la dette publique avec la crise de 2008, le raisonnement keynésien aurait ainsi atteint ses limites.

LES REMÈDES TUENT LE MALADE

Loin de conduire à l'émergence d'un raisonnement nouveau, la fin de cette période semble surtout avoir permis le retour presque à l'identique, en position désormais hégémonique sur le devant de la scène publique, de la « bonne vieille orthodoxie budgétaire », cette doctrine qui n'avait jamais désarmé, notamment au sein des ministères des finances et des banques centrales, et plus encore au FMI et à la Banque mondiale dans le contexte des « plans d'ajustement structurels » imposés aux pays en développement dans les années 1980 et 1990. Selon cette doctrine issue des siècles passés, l'équilibre des finances publiques est un objectif de « saine gestion » qui ne doit jamais être perdu de vue par l'État, de même que la politique monétaire doit

rester « neutre » (en gros : « proportionnelle à la croissance ») pour ne pas favoriser une inflation destructrice. Les traités européens l'ont inscrite dans le marbre des textes qui encadrent la construction économique et monétaire : c'est le « pacte de stabilité et de croissance ». Dans un contexte où les politiques réelles s'éloignaient assez fortement et systématiquement de l'équilibre budgétaire, même dans les pays les plus « vertueux », comme le montrent les séries macroéconomiques historiques, ce discours moral autant que scientifique n'a donc en fait jamais disparu. Il était devenu, notamment ces dernières années, comme la « mauvaise conscience » économique et technocratique des dirigeants politiques, dogme constamment réaffirmé, à longueur de déclarations et de rapports, mais jamais vraiment pratiqué avec constance, au prix de tensions régulières entre pouvoirs politiques nationaux et autorités technocratiques (banques centrales, administration des finances, et en Europe, Commission européenne). La lutte contre l'inflation a certes triomphé en Europe et aux États-Unis à partir des années 1980, mais elle ne s'est pas accompagnée d'une politique budgétaire « neutre », sauf dans des contextes historiques nationaux très particuliers, dont l'exemplarité est évidemment un enjeu. La politique monétaire et la politique budgétaire ont été fortement réactives face aux menaces de violente récession mondiale, en particulier en 2008,

montrant que les « erreurs » des années 1930 avaient tout de même été mémorisées, sans cependant que ces politiques ne parviennent à éviter la chute du PIB mondial en 2009. En 2011, à l'opposé, la BCE augmente ses taux d'intérêt directeurs à deux reprises alors que l'économie européenne commence à montrer des signes de faiblesse et les États, effrayés par la « crise de la zone euro », enclenchent des politiques d'austérité simultanées, parfois violentes, au risque d'en démultiplier les effets dits « multiplicateurs » déjà importants dans un seul pays.

L'une des grandes différences entre la science économique et les autres disciplines est que les « raisonnements scientifiques » qui s'imposent aux acteurs dirigeants ont des conséquences très concrètes sur des décisions qu'ils prennent et, par voie de conséquence, sur la grande masse des citoyens. Le triomphe actuel de la doctrine de l'orthodoxie budgétaire a ainsi rendu possible, et désormais probable, un ensemble d'enchaînements socio-économiques qui semblaient relégués à la préhistoire des politiques économiques, de même que les remèdes « à la Diafoirus » ont été effacés des manuels de médecine moderne. Le cas grec l'illustre déjà avec une particulière netteté depuis maintenant plus de deux ans, ce qui en fait le laboratoire d'un mouvement en cours de généralisation. Le « cercle vicieux » déflationniste est le résultat d'une course sans fin à l'équilibre budgétaire dans un contexte de ralentissement de plus en

plus prononcé : on peut parler de « piège déflationniste », dans la mesure où la « purge » éloigne durablement l'économie du plein-emploi et de la croissance, qui sont pourtant censés résulter de l'« assainissement » de la croissance et de la « stabilisation » de l'économie. Ce sont les remèdes qui tuent le malade ! Le piège est désormais bien enclenché et les acteurs dirigeants jouent leur partition, apparemment en toute inconscience, dans la répétition sur une large échelle des erreurs économiques des années 1930. Mais, cette fois, ils n'auront pas l'excuse de la nouveauté des mécanismes économiques en jeu : ils devront donc un jour répondre de leurs erreurs devant les peuples. ■

*Frédéric Lebaron est professeur de sociologie à l'université de Picardie-Jules Verne à Amiens.

Éditorial de la revue *Savoir/Agir* n°18-2012, reproduit avec l'autorisation de l'auteur.

Retrouvez sur tous les textes de ce dossier, des avis, des commentaires sur www.pcf.fr et une Edition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart** sur <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne.

VERS UNE SOCIÉTÉ POST-CROISSANCE ?

Pour contrer les risques écologiques qui commencent déjà à exercer leurs effets, il faut engager un virage antiproductiviste, une transformation radicale des modes de production et de consommation, et une forte réduction des inégalités. Il faudra quelques années pour y parvenir, mais il y a urgence à enclencher le processus.

PAR JEAN GADREY*

On peut trouver bizarre qu'un économiste puisse, en pleine crise, remettre en cause le besoin de croissance « pour en sortir ». Je vais pourtant le faire dans ce texte, avec toutefois une importante nuance par laquelle je commence.

Si en France (et en Europe), la croissance est nulle ou négative en 2012 ou 2013, il est certain que ce sera socialement grave, même dans l'hypothèse (souhaitable) de politiques de RTT. Ce sera grave aussi pour les dettes publiques et pour les

investissements de la « transition écologique et sociale », même avec une réforme fiscale indispensable allant chercher l'argent là où il est. Pourquoi ? Parce qu'on ne quitte pas comme cela un régime productiviste, pas plus qu'on ne quitte instantanément la prééminence de la voiture et des camions dans les transports, l'agriculture conventionnelle, la vie dans des logements qui sont des passoires à calories, ou la domination de la grande distribution.

On aura probablement encore des gains de productivité (faibles : leur diminution est une tendance lourde depuis

plusieurs décennies) pendant quelques années, certains soutenable et souhaitables, la plupart non (je m'en explique dans mon livre), sauf crise énorme, récession forte, etc. ce qu'on ne peut pas exclure mais pas souhaiter non plus.

Ma position est que, pour contrer les risques écologiques qui commencent déjà à exercer leurs effets, il faut engager un virage antiproductiviste, une transformation radicale des modes de production et de consommation, et une forte réduction des inégalités. Il faudra quelques années pour y parvenir, mais il y a urgence à enclencher le processus.

UNE NOUVELLE TRAJECTOIRE

La nouvelle trajectoire qu'il faut viser après le virage devra abandonner « la loi de la croissance socialement nécessaire ». Michel Husson a démontré (« *croissance sans CO₂* », que l'atteinte des objectifs du GIEC est incompatible avec la poursuite de la croissance. Tim Jackson aboutit dans son livre *Prospérité sans croissance* à des conclusions identiques. Les arguments de mon livre vont dans le même sens. Mais l'abandon de l'impératif de croissance peut avoir d'appréciables contreparties en bien-être présent et futur, y compris en termes de création d'emplois. Car – je consacre plusieurs chapitres à cette question centrale – l'enjeu majeur à moyen et long terme va devenir la « croissance » de la qualité et de la durabilité des produits et des processus, nouvelle source de production de valeur ajoutée durable et donc de travail et d'emplois utiles. Il faut y ajouter l'autre moteur de l'emploi qu'est la RTT équitable : c'est depuis deux siècles le meilleur antidote au productivisme. La RTT a historiquement permis de limiter l'accumulation de marchandises et d'affecter une part importante des gains de productivité pour créer des emplois et vivre mieux.

Selon toute probabilité, la croissance va d'ailleurs prendre fin dans les pays riches quoi que l'on fasse, dans le prolongement d'une tendance historique impressionnante (graphique). Il serait sage d'anticiper plutôt que de subir.

Une non croissance (ou une décroissance) des quantités globales peut être compatible, au moins pendant une période de transition, avec une progression de la valeur ajoutée monétaire produite et de l'emploi s'il faut nettement plus de travail pour produire des quantités « propres » (soutenabilité écologique et sociale, développement humain soutenable...) que des « sales », même avec une décroissance négociée (reconversion, maintien des salaires et des qualifications dans le bassin d'emploi) dans les secteurs les plus « polluants ».

Voici un exercice illustratif dans le cas de la France, prenant appui sur quelques scénarios existants, sur des perspectives à vingt ans.

En vingt ans, sans croissance globale des quantités, moyennant des innovations majeures non productivistes, on pourrait envisager d'ajouter plus de quatre millions d'emplois dans les domaines suivants :

- Agriculture « propre » et moderne de

proximité, forêts : + 150 000 emplois ;

- Énergies renouvelables, isolation thermique, économies d'énergie, recyclage, relocalisations partielles : + 700 000 à 1 million ;

- Transports et mobilité, commerces de proximité : + 500 000 ;

- « Services de bien vivre » associés à des droits : petite enfance, personnes âgées ou handicapées, soins, social, éducation, environnement : 1,5 million d'emplois « décents » ;

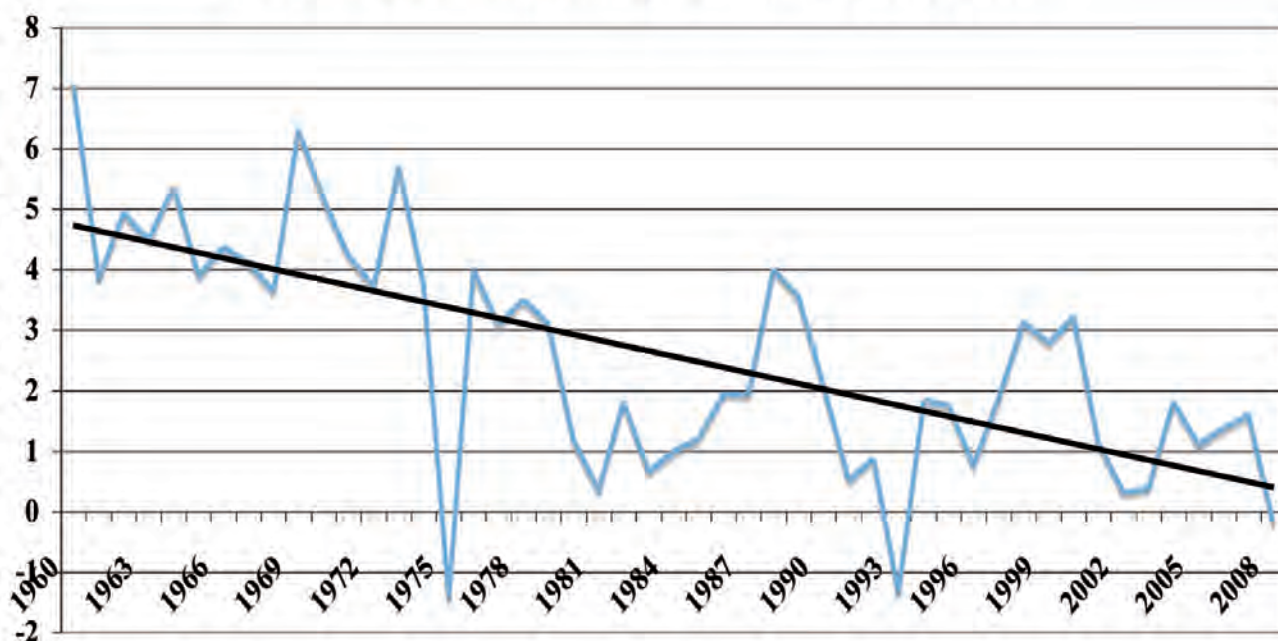
- RTT équitable, vers les 32 heures : + 1 million.

Cet exercice, qu'il faudrait consolider sur la base de travaux collectifs, tend à montrer qu'il y aurait plus d'emplois utiles à attendre des services de bien vivre et de la RTT que des politiques centrées sur la seule « conversion écologique » de la production (les fameux « emplois verts »). ■

*Jean Gadrey est économiste, professeur émérite à l'université Lille-I.

Dernier livre paru, *Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire*, Alternatives économiques/Les petits matins, 2011.

Taux de croissance du PIB par habitant, 1960 - 2008



CHANGER D'ÉCONOMIE ! LES PROPOSITIONS DES ÉCONOMISTES ATTERRÉS POUR 2012

Si on veut échapper à la catastrophe sociale qui se prépare dans les laboratoires de l'idéologie néolibérale, il faut résolument s'engager dans des voies nouvelles.

PAR HENRI STERDYNIAK*

Début 2012, la récession s'installe de nouveau en Europe et en France. Tirant prétexte de la pression exercée par les marchés financiers, les gouvernements européens imposent aux peuples des politiques d'austérité et de régression sociale. L'Europe est menacée d'un recul sans précédent de la démocratie. Si on veut échapper à la catastrophe sociale qui se prépare dans les laboratoires de l'idéologie néolibérale, il faut résolument s'engager dans des voies nouvelles. Au moment où se préparent dans notre pays des élections majeures, les « économistes atterrés » s'invitent dans le débat public en publiant un troisième ouvrage¹.

UNE CRISE DE LA GLOBALISATION FINANCIÈRE

La crise des années 2007-2010 était d'abord une crise financière née de la déréglementation bancaire. Les marchés financiers se sont révélés avides et aveugles. C'est une crise de la globalisation financière : les masses énormes de capitaux à la recherche de fortes rentabilités déstabilisent l'économie mondiale, provoquant des alternances de bulles et de krachs financiers et immobiliers, d'essors et de crises de la dette. C'est devenu une crise économique : la mondialisation a permis au capital de mettre les travailleurs en concurrence et ainsi d'augmenter sa part dans la valeur ajoutée. Le capital demande de fortes rentabilités pour investir. La pression sur l'emploi et les salaires ainsi générée comme le gonflement des inégalités de revenus induisent une tendance à la déficience de la demande qui doit être compensée par des bulles financières ou par le gonflement de l'endettement. Une fois que ces bulles ont éclatées, le capitalisme ne sait plus rebondir. C'est devenu une crise des dettes publiques. Les finances publiques, déjà affaiblies par la concurrence fiscale, ont été mises à mal par le soutien aux banques et la chute de l'activité.

La situation est particulièrement préoccupante dans la zone euro dont la crise a fait apparaître les défaillances : le Pacte de Stabilité impose des politiques budgétaires restrictives, les politiques économiques ne sont pas coordonnées en vue de la croissance et le plein-emploi, la banque centrale ne garantit pas les dettes publiques, la commission veut imposer des réformes structurelles libérales et refuse l'harmonisation fiscale et sociale. Les « remèdes » néolibéraux mis en œuvre jusqu'à présent par les gouvernements nationaux et les instances européennes obéissent tous au même principe : « rassurer les marchés financiers » en radicalisant des politiques d'austérité et de concurrence salariale fiscale et sociale, c'est-à-dire les politiques même qui ont conduit à la crise. Cette stratégie enfonce les peuples dans l'insécurité sociale et souvent la misère. La récession creuse encore les déficits, fait gonfler les dettes, fragilise les banques, ce qui permet aux marchés financiers de spéculer de plus belle. Les marchés réclament encore plus d'austérité, puis se plaignent que celle-ci a plongé l'Europe dans la récession. Les milieux dirigeants et les instances européennes veulent utiliser la crise pour atteindre leurs buts de toujours : diminuer les dépenses publiques et sociales, remplacer la démocratie par la dictature de technocrates soumis aux milieux financiers.

DES POLITIQUES ALTERNATIVES POSSIBLES

Face à ces défis, les Économistes atterrés ont choisi d'intervenir sur un nombre réduit de questions mais qui occupent une position critique. Les différents chapitres qui composent leur livre reposent sur le large socle de convictions qui les rassemblent et s'opposent à la pensée unique. Il s'agit d'abord du refus d'une globalisation au service du pouvoir de la finance, et de la critique d'une construction européenne où l'emploi, le travail et la protection sociale sont devenus les facteurs d'ajustement aux exigences de rentabilité insensées des actionnaires. Ils rejettent un modèle de développement qui s'affirme chaque jour davantage comme destructeur de ressources et de talents. Ils dénoncent les politiques de contre-révolution fiscale au service des plus riches. Ils refusent l'instrumentalisation de la dette publique, aujourd'hui

brandie comme épouvantail pour attaquer les fondements mêmes de l'État social. À partir du constat partagé des impasses où ont conduit trois décennies de mise en œuvre de la *doxa* néolibérale, chaque chapitre formule des propositions montrant clairement que des politiques alternatives sont à la fois souhaitables et possibles. Les politiques économiques doivent redevenir keynésiennes, viser la croissance, le plein-emploi et la redistribution. En même temps, il faut s'engager résolument dans la transition écologique qui rend nécessaires des investissements importants pour promouvoir les économies d'énergie, les énergies renouvelables, les nouvelles façons de consommer et de produire. L'évolution de notre société doit être reprise en main par les citoyens ; elle ne peut être laissée à la discrétion des financiers et des grandes entreprises. La société doit devenir plus égalitaire, ceci passe par une réforme fiscale frappant les revenus et les patrimoines exorbitants, mais aussi par la redéfinition des rôles et des pouvoirs dans les entreprises, la remise en cause de leur financiarisation, la promotion des salariés et de leurs compétences, la recherche d'un emploi de qualité pour tous. Il faut réaffirmer et étendre le rôle de la protection sociale (en augmentant les couvertures de base) des services publics (dépendance, logement), de la dépense publique (enseignement, recherche, lutte contre les inégalités). Ceci nécessite de briser la domination des marchés financiers, en taxant les transactions, interdisant les produits nocifs (CDS* nus, vente à découvert, trading à haute fréquence), en développant un secteur financier public, en réorientant l'activité du système bancaire vers le crédit, l'emploi, l'investissement productif, en lui interdisant de nourrir la spéculation. Ceci nécessite une profonde réorientation de l'Union Européenne vers une Europe sociale, solidaire et écologique. Ces propositions sont soumises au débat et à la confrontation citoyenne. Le « réalisme » a aujourd'hui changé de camp : après trente ans d'aveuglement, les politiques néolibérales ont perdu toute crédibilité. Il faut mettre en œuvre, des politiques de rupture. Il est urgent de changer d'économie ! ■

*Henri Sterdyniak est animateur des économistes atterrés.

1) *Changer d'économie ! Nos propositions pour 2012*, Éditions Les liens qui Libèrent, 2012

*CDS : Credit default swaps ou couvertures de défaillance



Extrait du programme du Front de gauche

*l'humain
d'abord*

1. PARTAGER LES RICHESSES ET ABOLIR L'INSÉCURITÉ SOCIALE

La France est plus riche que jamais. Mais jamais non plus cette richesse n'a été aussi peu partagée. Les réformes libérales qui se sont encore accélérées sous le pouvoir actuel ont permis à une petite minorité d'accumuler des fortunes considérables. La pauvreté et la précarité se sont étendues, touchant des secteurs jusqu'ici préservés. L'égoïsme social des possédants viole l'intérêt général. En partageant les richesses et en garantissant le droit de chacun à une vie stable et digne, nous permettrons à tous de vivre mieux. C'est le premier chantier de notre programme. Pour créer des millions d'emplois il propose une véritable réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie, la création d'un nouveau crédit bancaire sélectif et des pouvoirs nouveaux pour les salarié(e)s dans les entreprises. Il veut abolir la précarité et prône une augmentation des salaires et des retraites, le droit au logement pour tous, la défense d'une vraie protection sociale, des services publics consolidés et étendus.

2. REPRENDRE LE POUVOIR AUX BANQUES ET AUX MARCHÉS FINANCIERS

En quelques années, la finance a conquis des pouvoirs exorbitants. Le dollar, monnaie internationale de référence, n'a plus aucun lien avec une quelconque réalité matérielle. Les détenteurs de capitaux peuvent agir à leur guise sur des marchés boursiers méthodiquement dérégulés. Ils ont obtenu une fiscalité au bénéfice des revenus du capital, le droit d'échapper en grande partie à l'impôt, la libre circulation du capital financier dans le monde et ils se permettent aujourd'hui de « noter » les États, les plaçant sous la menace des attaques des spéculateurs. Nous mettrons fin à ces privilèges inouïs et contraires à la démocratie qui nous placent sous la menace de crises financières incessantes et de politiques d'austérité désastreuses. Nous mettrons en place une nouvelle réglementation bloquant la spéculation et la financiarisation de toute l'économie et placerons sous contrôle social les banques privées qui la violeraient. Nous agirons pour changer les missions de la Banque centrale européenne et créerons en France un pôle public bancaire et financier qui agira pour l'emploi et les salaires, contre les délocalisations et la spéculation.

QUATRE CHAPITRES DU PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE ABORDENT PLUS PARTICULIÈREMENT LES QUESTIONS TRAITÉES DANS CE DOSSIER

3. LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Nous le savons désormais, la catastrophe écologique remet en cause potentiellement les conditions mêmes de la vie humaine sur Terre. Or le réchauffement climatique, la destruction de la biodiversité, l'épuisement rapide des ressources naturelles ne sont pas des catastrophes d'origine naturelle, mais le résultat des logiques capitalistes du profit maximal à court terme. Face à la tyrannie du productivisme, nous proposons la planification écologique comme moyen de redéfinir nos modes de production, de consommation et d'échange en fonction de l'intérêt général de l'humanité et de l'impact de l'activité économique sur l'écosystème. Elle permettra de préciser les orientations et les investissements publics nécessaires pour enclencher une transition écologique et promouvoir un développement humain durable créateur d'emplois et facteur d'égalité sociale. Elle s'appuiera sur un plan écologique débattu et voté au Parlement, assorti d'une loi de programmation financière.

4. PRODUIRE AUTREMENT

Le mode de production actuel ne vise pas la satisfaction des besoins humains. Il donne la priorité au profit à court terme, laisse de côté des besoins sociaux immenses parce que ceux-ci sont non rentables tout en encourageant les productions inutiles au bénéfice de la surconsommation des plus riches. Il dégrade gravement les conditions de travail et d'emploi. Nous lui opposons un nouveau mode de production dont la finalité sera le développement de toutes les capacités humaines et l'épanouissement de chacun(e) plutôt que l'intérêt du capital. Il sera basé sur une politique industrielle favorisant l'écodéveloppement, une politique de réduction du temps de travail avec création d'emplois correspondants, ainsi que le développement d'emplois utiles intégrant de nouveaux besoins communs. Cette réorientation passe par un renforcement des droits des salarié(es) pour avancer vers un contrôle collectif des conditions de travail, de son organisation et de son contenu.

Par **GÉRARD STREIFF**

L'Église catholique, la c

Mondialisation, crise financière, réglementation : le Vatican, dans un document officiel du Conseil pontifical Justice et paix, rendu public cet hiver, met en cause « le libéralisme économique sans règles ni contrôles », critique les tentations protectionnistes, appelle à une taxation des transactions financières, à une recapitalisation des banques et souhaite une autorité financière mondiale.

Un texte inquiet, une démarche ambitieuse, avec ses limites.

« Les dirigeants de Wall Street doivent s'asseoir et réfléchir avec discernement pour savoir si leur gestion actuelle des finances mondiales sert les intérêts de l'humanité et l'intérêt général » : ces propos n'émanent pas d'indignés madrilènes ou new-yorkais mais du cardinal Peter Turkson, un Ghanéen, responsable du Conseil pontifical Justice et paix, en quelque sorte le ministère chargé des questions sociales du Vatican. Courant octobre 2011, ce conseil a publié un document, d'une vingtaine de pages, intitulé « Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle ».

Le texte analyse les méfaits de la crise financière mondiale, avance une série de propositions immédiates et donne sa vision du monde de demain ; il appelle quelques remarques.

UN.

Le statut du texte lui même. Il ne s'agit pas d'une encyclique, il n'en a pas la force doctrinale mais c'est un document officiel qui engage le pape. Prudents, certains clercs allument déjà des pare-feu ; le responsable du bureau de presse du Vatican, par exemple, note

que ce n'est « pas un document pontifical et qu'il n'émane pas de la Secrétairerie d'État ». Des subtilités qui sont probablement à l'image de divisions qui traversent, sur ces enjeux, la direction de l'Église.

DEUX.

La situation de crise est assez fermement décrite.

« L'actuelle crise économique et financière a révélé des comportements égoïstes, marqués par la cupidité collective et l'accaparement des biens à grande échelle. [...] Ce qui est en jeu c'est le bien commun de l'humanité et son futur même. Plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour, les inégalités ont énormément augmenté dans le monde. [...] Personne ne peut se résigner à ce que l'homme vive comme un loup pour l'homme. »

TROIS.

Le texte est une critique vive du libéralisme. Il fustige « un libéralisme économique sans règles et sans contrôle », « l'existence de marchés monétaires et financiers à caractère principalement spéculatif, dangereux pour l'économie réelle, surtout celle des pays faibles », « la domination de l'utilitarisme et du matérialisme, de l'individualisme et de l'idéologie technocratique » (voir ci-contre).

QUATRE.

Le texte entend réaliser une synthèse de la réflexion sociale de l'Église depuis un demi-siècle ; on sera attentif à l'évocation ici de grands moments progressistes de la pensée catholique contemporaine, notamment au début des années soixante, une séquence qui semblait un peu oubliée. Pour le journal *La Croix*, le document « se situe avec vigueur dans la droite ligne des encycliques sociales de Jean XXIII ». Et le texte dit : « Ainsi que le rappelait déjà Jean XXIII dans *Pacem in terris* (1963), le but de l'Autorité publique est avant tout de servir le bien commun. Aussi doit-elle se doter de structures efficaces, c'est-à-dire à la hauteur de sa mission et des attentes dont elle est dépositaire. Ceci est particulièrement vrai au sein d'un univers mondialisé qui rend les personnes et les peuples toujours plus reliés entre eux et interdépendants mais qui montre aussi l'existence de marchés [...] spéculatifs. »

CINQ.

Le conseil pontifical réaffirme la primauté de l'éthique et de la politique, « sur l'économie et la finance ». Il envisage trois mesures qui sont autant de « premiers petits pas » selon M^{gr} Mario Toso, secrétaire du conseil pontifical : la taxation des transactions financières ; la recapitalisation des banques, sous

rise et la mondialisation

réserve de comportement « vertueux », et « en vue du financement de l'économie réelle » ; la séparation des activités de dépôt et d'investissement.

Si l'on prend acte, au positif, de « l'existence de clubs et de groupes plus ou moins grands de pays plus développés (du G7 au G 20), on ne peut pas ne pas remarquer que cette tendance ne semble pas respecter en plein le principe représentatif, en particulier des pays moins développés ou émergents ».

SIX.

Au delà de ces mesures, l'ambition du document est de tendre vers « une autorité financière mondiale ». Ici, la visée du Vatican est résolument mondialiste. Le document condamne l'autarcie : « une forme corrompue de nationalisme est restée suivant lequel l'État estime pouvoir, de façon autarcique, réaliser le bien de ses concitoyens » ; il prend acte de l'échec du FMI « qui a perdu sa capacité de garantir la stabilité des finances mondiales », appelle à la création d'une « Banque

centrale mondiale » et plus largement d'une « Autorité publique mondiale [...] à mettre en œuvre graduellement, dans le respect de la diversité et de l'identité des peuples ». Pour Tukson, cette « Autorité » ne doit pas être un « Moloch, un super-pouvoir destiné à asservir » mais un idéal calquée sur l'expérience de l'ONU. Une Autorité pouvant « créer les conditions indispensables à l'exercice de marchés efficaces, favorisant une solidarité fiscale globale », pour « une distribution équitable de la richesse mondiale ».

SEPT.

Pour une famille de nations. Le texte se conclut ainsi : « Aujourd'hui, tout cela (le nationalisme) semble surréel et anachronique. Aujourd'hui toutes les petites ou grandes nations, de même que leurs gouvernements, sont appelées à dépasser cette "situation de nature" qui voit les États luttant entre eux en permanence. Malgré certains aspects négatifs, la mondialisation réunit davantage les peuples, les incitant à

s'orienter vers un nouvel "état de droit" au niveau supranational, situation étayée par une collaboration plus intense et plus féconde. Suivant une dynamique analogue à celle qui, dans le passé, a mis fin à la lutte "anarchique" entre les clans et les royaumes rivaux, en vue de la constitution d'États nationaux, l'humanité doit aujourd'hui s'engager dans la transition entre une situation de luttes archaïques entre les entités nationales et un nouveau modèle de société internationale, plus unie, polyarchique, respectueuse de l'identité de chaque peuple, dans le cadre de la richesse variée d'une unique humanité. Un tel passage, qui a d'ailleurs déjà timidement commencé, assurerait aux citoyens de tous les pays – quelles qu'en soient la dimension ou la puissance – la paix et la sécurité, le développement, des marchés libres, stables et transparents. Selon Jean-Paul II, "de même qu'à l'intérieur des États... le système de la vengeance privée et des représailles a été remplacé par l'autorité de la loi, de même il est maintenant urgent qu'un semblable progrès soit réalisé dans la communauté internationale". »

On notera que le texte est d'une extrême discrétion sur l'Union européenne.

Pour Jean-Marie Guénois, du *Figaro*, l'Église sait de quoi elle parle en matière d'économie mondiale, elle qui est implantée dans 2 800 structures à échelle de la planète et « dispose d'une batterie d'experts avec ses 1 500 universités catholiques » ; il ajoute : « La sortie de ce texte est animée par une forte et nouvelle inquiétude : le risque de dégradations sociales qui pourraient dégénérer en violence et menacer à terme les démocraties ». ■

LE LIBÉRALISME VU PAR LE VATICAN

« Qu'est ce qui a poussé le monde dans une direction aussi problématique ? Avant tout un libéralisme économique sans règles ni contrôles. Il s'agit d'une idéologie, d'une forme d'apriorisme économique qui prétend tirer de la théorie des lois de fonctionnement du marché et celles dites lois du développement capitaliste, en en exaspérant certains aspects. Une idéologie économique qui fixe a priori les lois du fonctionnement du marché et du développement économique sans se confronter à la réalité risque de devenir un instrument subordonné aux intérêts des pays qui jouissent concrètement d'une position avantageuse au plan économique et financier. [...] À la base des inégalités et des distorsions du développement capitaliste, on trouve en grande partie, en plus de l'idéologie du libéralisme économique, l'idéologie utilitariste, c'est-à-dire l'organisation théorique et pratique selon laquelle ce qui est utile au plan personnel conduit au bien de la communauté ».

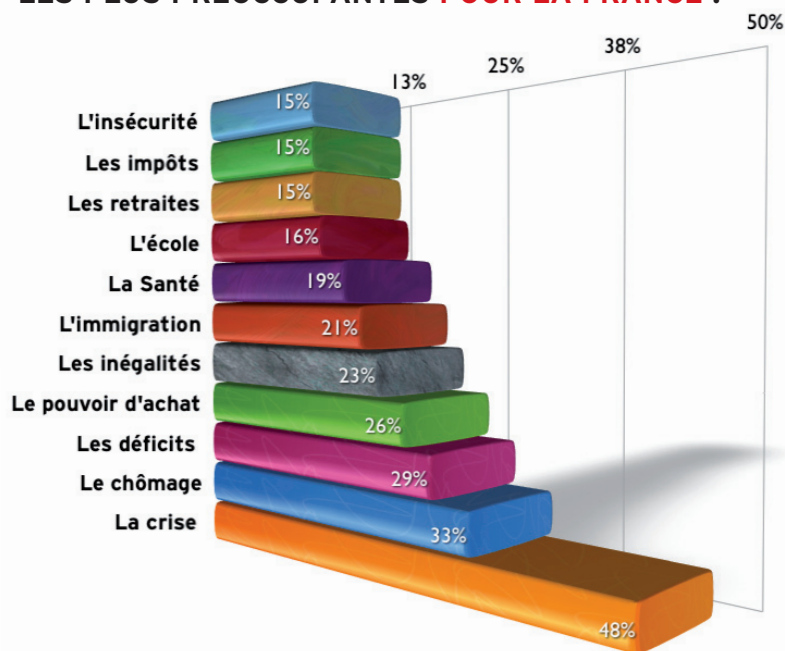
(Extraits du document pontifical)

SONDAGES

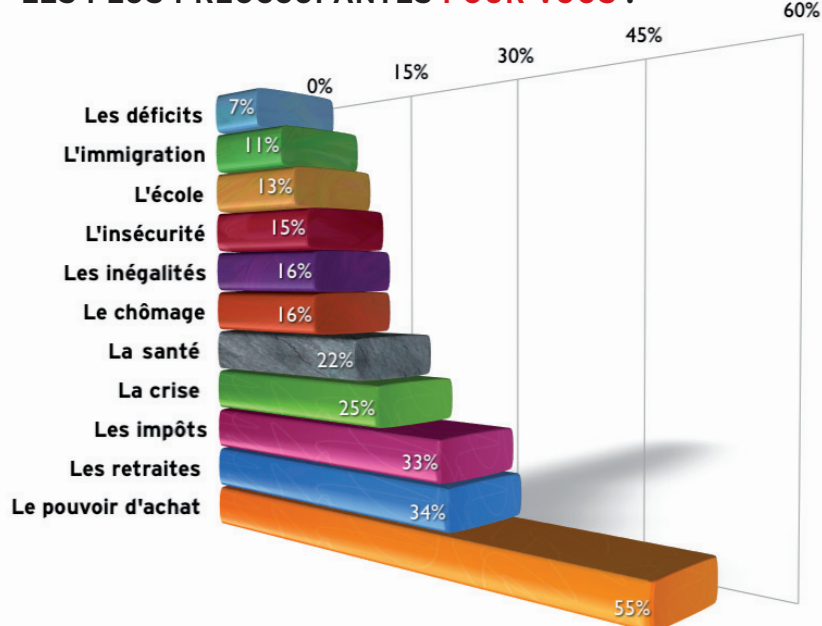
Principales préoccupations : pour soi ou pour le pays

Intitulée **Panel électoral 2012**, une enquête Ipsos/Logica Business Consulting pour *Le Monde*, le Cevipof, la Fondapol et la Fondation Jean-Jaurès (fin 2011) porte sur un échantillon de taille exceptionnelle : 6 000 personnes inscrites sur les listes électorales et représentatives de la population française âgée de plus de 18 ans. Elle montre que les enjeux économiques et sociaux sont ceux qui préoccupent le plus les Français, loin devant l'insécurité, l'environnement ou le nucléaire ; elle indique aussi que les électeurs distinguent assez nettement ce qui les préoccupe pour le pays et ce qui les concerne personnellement. La crise, le chômage, les déficits font partie de la première catégorie ; le pouvoir d'achat, les retraites, les impôts préoccupent avant tout les individus.

QUELLES SONT LES QUESTIONS QUI VOUS SEMBLENT LES PLUS PRÉOCCUPANTES **POUR LA FRANCE** :



QUELLES SONT LES QUESTIONS QUI VOUS SEMBLENT LES PLUS PRÉOCCUPANTES **POUR VOUS** :



Page réalisée par **GÉRARD STREIFF**

Santé et protection sociale solidaires

Une des grandes questions qui demeurent dans les principales préoccupations de la population et un marqueur d'une politique vraiment à gauche, d'une réelle rupture avec le libéralisme.

La définition de la santé par l'OMS (pas uniquement l'absence de maladie mais aussi état de bien-être), est pour nous le vrai objectif d'une politique de santé progressiste et efficace. Il faut l'affirmer et se donner les moyens de l'atteindre rapidement pour toute la population. **Les grands axes structurants d'un projet alternatif :**



ÉGALITÉ : pour ce qui concerne tous les aspects (géographique, économique, spécialisation, excellence, etc.)

GRATUITÉ : un des volets de l'égalité. Il faut en finir avec les « restes à charge », c'est inacceptable. Il faut le courage de s'opposer à cette dérive et clairement ouvrir la perspective de la prise en charge à 100% par la Sécurité sociale de ce qui constitue les soins dans une acception large.

PROXIMITÉ : une des principales raisons de discrimination, des pertes de chance. Il faut engager un processus de réouverture de structures de proximité pour lutter contre les déserts sanitaires qui se sont installés dans le pays.

UNIVERSALITÉ : le système de santé doit être réellement égal quels que soient la tranche d'âge concernée, le niveau des revenus, les connaissances.

SOLIDARITÉ : le système de santé doit être en phase avec les valeurs de solidarité et de service public. Le service public est la structure qui permet de garantir la proximité, la sécurité et l'égalité d'accès s'il est modernisé, financé et démocratisé. C'est une valeur moderne et d'avenir. La protection sociale doit retrouver toute sa dimension solidaire.

DÉMOCRATIE : elle est indispensable à notre système de santé. Nous devons être très innovants et persévérants. Il faut inventer de nouvelles instances, il faut généraliser les processus d'élection pour les représentants dans ces instances.

SÉCURITÉ : l'évolution des sciences et des techniques doit permettre d'atteindre un niveau de sécurité élevé pour les usagers. C'est une dimension importante.

La notion de santé pour toutes et tous implique la capacité de répondre aux besoins de santé identifiables dans la France du XXI^e siècle et à l'ambition de l'égalité de l'accès aux soins. Pour cela, l'accent doit être mis sur la promotion de la santé, les dépistages et sur la prévention ainsi que l'éducation à la santé. C'est aussi porter une orientation politique globale visant à réduire les risques présents dans l'environnement physique, économique et social. Cela passe par une alimentation et des revenus adéquats, des conditions de logement convenables, une eau et un environnement sains, la possibilité de jouer pleinement un rôle dans la société.

Cela nous commande d'agir ensemble pour augmenter les chances :

- de naître en bonne santé, de parents qui ont désiré et ont le temps et les moyens pour faire de l'enfant un futur adulte socialement autonome et responsable.
- de vivre dans un environnement stimulant d'interaction sociale à l'abri de la guerre qu'elle soit armée, sociale, économique.
- de vieillir dans une société qui aide nos aînés à préserver leurs capacités, à leur garantir une retraite confortable, à offrir des soins adaptés, à accomplir leur vie dans la dignité. C'est une question de choix politiques où l'implication du plus grand nombre sera décisive. L'état de santé d'une population dépend à la fois de la réalité sociale, économique et environnementale et du système de soins. Il faut agir simultanément sur ces aspects. La densité du maillage sanitaire et la proximité des structures de soins y participent.

1. Prévenir La prévention doit chercher à éviter que la maladie ne survienne. Il s'agit donc de s'attaquer à la dégradation de la santé au travail, la mauvaise alimentation, la pauvreté et l'exclusion, les conditions de vie difficiles, les dérèglements environnementaux, la perte d'autonomie, les conduites relevant de l'assuétude... À la domination et l'exploitation, il faut substituer la coopération et le partage. Les moyens consacrés au dépistage doivent être multipliés (formation des soignants, éducation à la santé, fréquence du dépistage...). La prévention n'a de sens que si elle est durable et surtout si elle vise à toucher tout le monde. La visite médicale annuelle dans le cadre de la médecine du travail doit être rétablie, étendue aux chômeurs et aux précaires, elle doit être un bilan des conditions de travail et des conséquences pour la santé. Le bilan de santé régulier doit être

développé chez les retraités, de même que pour les scolaires. La prévention doit assurer le retour à une vie « comme tout le monde », avec tout le monde, et permet de choisir librement son mode de vie. Cela passe par une politique publique transversale entre travail, transports, logements, revenus.

2. Guérir En matière de soins, une règle s'impose : la qualité pour tous. La qualité, c'est en tout premier lieu l'accès simple et rapide aux structures de soins. Les structures de proximité sont la réponse pour les pathologies les plus fréquentes. L'enjeu est les développer en optimisant leur fonctionnement.

Le véritable garde-fou des dérives du secteur privé est un secteur public fort, performant, démocratique et éthique, de haute qualité. La relance de l'hôpital public – de l'hôpital général au CHU – est une priorité. Elle passe tout autant par des réponses urgentes au financement de l'hôpital public et la pénurie de personnel, qu'au dynamisme et à la modernisation de l'hôpital public. Les bénéfices du secteur lucratif de santé, réalisés scandaleusement sur le dos des malades et de la Sécurité sociale, sont utilisés pour spéculer. Cela doit être interdit. Les lois et décrets qui au cours des dernières années ont favorisé fusions et partenariats public-privé doivent être abrogés.

3. Accompagner ceux qui souffrent Parfois, la guérison n'est pas ou n'est plus envisageable. Pour autant, l'objectif d'une vie de qualité demeure. Qu'il s'agisse de la maladie, du handicap, ou de la fin de vie, l'exigence de l'accès aux droits, du respect de la dignité humaine doit guider la politique sanitaire et les choix éthiques.

4. Démocratiser Nous proposons une démocratie sanitaire participative ascendante fondée sur des conseils cantonaux de santé et / ou des bassins de vie composés d'élus locaux, de représentants des professionnels, de représentants d'ayant droit à la santé que sont les usagers. Ces conseils recenseront les besoins de santé, valideront la réponse à ces besoins apportée sur le territoire concerné et contrôleront démocratiquement la réponse. Nous proposons une consolidation au niveau régional avec des Assises régionales de la santé adossées au Conseil régional. Nous voulons une mise en cohérence nationale avec des Assises nationales de même composition et assurant la vision nationale indispensable pour une maîtrise de la politique de santé.

Par **ALAIN VERMEERSCH**

La dégradation du triple A, une gifle pour la politique du quinquennat Sarkozy

Dans le même temps, la perte de la note « AAA » de la France chez Standard & Poor's sera utilisée par Nicolas Sarkozy pour justifier l'adoption accélérée de sa règle d'or et de l'hyper-austérité.

UNE GIFLE ET UN VŒU

Les éditorialistes ne sont pas tendres avec Sarkozy mais appellent de leurs vœux une aggravation de l'austérité. Pour Claude Imbert (*Le Point* 19/01) « la chute du triple A proclame bel et bien une défaite française. Si prévisible fût-elle, si contestée soit-elle par une autre notation, cette dégradation blesse l'orgueil national, fouaille l'humeur populaire... Il faut une crise majeure pour qu'un déficit trentenaire ne saute aux yeux qu'en sautant à la gorge. Il faut la déroute financière pour admettre que la France travaille, chaque année, quatre à cinq semaines de moins que ses concurrents... Se lève ainsi la question centrale de l'élection : s'il faut en finir avec un échec trentenaire, s'il y a urgence à être enfin "réactionnaire" au sens propre du mot, comment lessiver la République sans jeter le bébé avec l'eau du bain ? ». Franz-Olivier Giesbert (19/01) n'est pas en reste, il explique que « La perte du triple A provoquera fatalement une hausse des taux d'intérêt, donc des difficultés dans les entreprises, donc une augmentation du chômage. Mais on ne peut exclure qu'elle déclenche aussi un sursaut en ouvrant les yeux des Français sur l'insanité des politiques publiques depuis trente ans. Il y a longtemps que notre journal prêche dans le désert en dénonçant l'irresponsabilité de gouvernements qui, depuis les années 80, financent le « modèle social français » par le déficit et l'endettement. ». Nicolas Baverez ne dit pas autre chose (*Le Point* 19/01) : « La dégradation financière de la France et de la zone euro peut être un électrochoc salutaire si elle recentre l'élection présidentielle sur la fin de la croissance à crédit et la réinvention du modèle français et si elle oblige les dirigeants de la zone euro

à apporter une réponse immédiate au problème du financement des États et de la croissance ». Erik Izraelewicz (*Le Monde* 15/01) estime qu'« elle sanctionne sans état d'âme la politique économique française de ces dernières années, celle notamment du chef de l'État, qui avait fait de la préservation des trois A la fin première de sa stratégie. Nicolas Sarkozy n'aura pris que trop tardivement conscience de la nécessité de réduire les déficits et de lutter contre l'endettement... Il y a clairement aujourd'hui au sein de la zone euro deux Europes. Les agences de notation n'avaient guère apprécié l'agressivité de Nicolas Sarkozy à leur égard pendant la crise des *sub-primes*. Elles prennent peut-être un peu leur revanche aujourd'hui. La gauche n'a guère de raisons de s'en réjouir. »

UN ENJEU ÉLECTORAL

Annie Kahn (*Le Monde* 18/01) suggère : « Pour le gouvernement, l'amélioration de la compétitivité exige des réformes structurelles, afin d'assouplir les règles du chômage partiel et de réformer le droit du travail. Les salaires et le temps de travail doivent pouvoir s'adapter à la conjoncture économique... Dans l'argumentaire qui accompagne sa décision de dégrader la France, l'agence Standard & Poor's pointe "des divergences de compétitivité" entre pays de la zone euro, et notamment entre Paris et Berlin. » Pour *Le Parisien* (17/01) « C'est une mauvaise nouvelle, mais qui tombe plutôt bien pour certains. À trois mois de la présidentielle, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et François Bayrou, qui se posent en candidats anti-système, espèrent bien tirer profit de la perte du triple A. » Le même journal remarque (16/01) « Nicolas Sarkozy

se montre prudent sur la sortie de crise... À la fin du mois, il s'adressera une nouvelle fois aux Français pour dévoiler les mesures qu'il compte adopter après le sommet social du 18 : flexibilité du travail, formation des chômeurs, TVA sociale (qui sera rebaptisée)... Sarkozy continue de demander à ses troupes de défendre son bilan, ses réformes. » Michel Sapin (*Libération* 16/01) peut déclarer : « Ce n'est pas la décision de Standard & Poor's qui fait découvrir à la gauche l'état du pays ! Ce n'est pas non plus à une agence de notation de faire la politique de la France et encore moins le projet de François Hollande... L'austérité est une voie sans issue qui plonge les pays la mettant en œuvre dans la récession sans leur donner les moyens de redresser leurs comptes publics. C'est la voie dans laquelle Nicolas Sarkozy nous a engagés. Il faut y faire obstacle. Responsabilité, justice, croissance permettront de redresser la France. » Yves Thréard (*Le Figaro* 16/01) rétorque : « Avec la dégradation de la note française par l'agence Standard & Poor's, on ne pouvait rien attendre d'autre de François Hollande qu'un violent réquisitoire contre la politique de Nicolas Sarkozy... François Hollande est un homme sous influence. Celle de son propre parti, dont le feuilleton de la primaire a montré l'éten due du dogmatisme. Celle de ses alliés écologistes et communistes aussi, qui ne se privent de le rappeler à l'ordre de leurs priorités. François Hollande ne peut à la fois plaire à ses camarades et promettre à la France un avenir meilleur. »

DE L'UTILITÉ DE LA RIGUEUR

Le Figaro (16/01) pointe les critiques de l'agence de notation « Une erreur de diagnostic ! C'est, selon Standard



« & Poor's, ce qui serait en train de précipiter l'euro dans le gouffre... » Les Européens sont en effet convaincus que « cette crise provient essentiellement des déficits budgétaires excessifs accumulés par les États périphériques ». Ce qui les amène à privilégier les mesures de rigueur. Erreur, estime S&P, à rebours du discours classique des agences de notation : « Un processus de réformes basé sur le seul pilier de l'austérité budgétaire risque d'aller à l'encontre du but recherché. » Les plans d'austérité créent de l'inquiétude chez les citoyens : ces derniers consomment moins, entraînant le ralentissement de l'économie et réduisant, *in fine*, les recettes fiscales de l'État... Poursuivant son raisonnement, Standard & Poor's en vient même à estimer qu'une règle d'or européenne, limitant constitutionnellement les déficits, n'est pas la panacée... Pour S&P, les vraies raisons de la crise viennent « de divergences croissantes en matière de compétitivité entre les pays du noyau dur de la zone et les pays dits périphériques ». Autrement dit, si les pays périphériques n'arrivent pas à s'en sortir, ce n'est pas tant à cause du niveau trop élevé de leur dette que de leur incapacité à générer une croissance solide. » *Les Échos* soulignent « La dégradation de la note de la France et de celles de huit de ses voisins européens porte un nouveau coup, sévère, à la zone euro. » Standard & Poor's aurait pu dégrader uniformément l'ensemble de la zone euro. Elle a choisi, vendredi, d'accorder un traitement différencié à chacun, prenant le risque d'accroître un peu plus les tensions politiques et financières au sein de la

zone euro. Ses conséquences pour les marchés « sont pires qu'une dégradation pour l'ensemble de la zone euro, en raison des querelles politiques croissantes qu'elle va impliquer, des débats en cours sur le montant des pare-feu et de l'inquiétude des investisseurs », estiment les économistes de Royal Bank of Scotland (RBS)... Angela Merkel a demandé que le pacte budgétaire, actuellement en négociation, soit mis en œuvre « rapidement ». Étienne Lefebvre (*Les Échos* 16/01) soutient que « la meilleure défense du chef de l'État étant l'attaque, il est plus que jamais décidé à faire voter d'ultimes réformes avant la présidentielle... Et François Fillon de les lister : formation accrue des demandeurs d'emploi, accords de compétitivité encouragés dans les entreprises, TVA sociale pour abaisser le coût du travail. Ces réformes sont jugées plus pertinentes au vu de la conjoncture qu'un troisième plan de rigueur... La perte du triple A et les motivations avancées par Standard & Poor's incitent aussi l'exécutif à faire une TVA sociale clairement orientée sur la compétitivité des entreprises, et plus particulièrement de l'industrie. En clair : la baisse des charges doit être concentrée sur les cotisations patronales, et non salariales, et elle doit concerner en priorité les cotisations patronales portant sur des salaires autour de 1,5 à 2 SMIC. » Henri Sterdyniak estime pour sa part (*Libération* 17/01) : « Cette dégradation marque surtout la faillite des prétendues politiques de sortie de crise mises en œuvre depuis plus de deux ans, non seulement en France, mais aussi dans les autres pays européens. L'idée que l'on puisse rassurer les

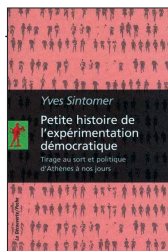
marchés financiers avec des politiques d'austérité généralisées, sans le moindre mécanisme de solidarité fort et incontestable, est absurde. Cette stratégie plonge la zone euro dans la récession. » Le dernier mot sera pour Denis Kessler, qui réitère son vœu pour la fin du modèle social français : « J'aimerais que, à la fin de la campagne, le pays soit prêt à faire un pacte. Qu'il s'entende non seulement sur la nécessité absolue de baisser les déficits, mais aussi sur les voies à suivre pour le faire. Si la réduction des déficits est financée principalement par une hausse des prélèvements, on ne pourra pas rembourser la dette, car on dégradera définitivement la compétitivité du pays... Un modèle social financé à crédit n'est pas durable. Il faut réinventer un modèle social adapté à notre temps. Les pays qui résolvent le problème de leur dette ont d'ailleurs tous procédé à des réformes en profondeur de leur modèle social. Pour l'avenir, l'essentiel est de trouver un nouvel arbitrage entre accumulation et répartition... Il est temps de redonner la priorité à l'accumulation sous toutes ses formes – capital humain et capital productif –, il est temps de refaire du secteur productif une priorité, de remettre l'usine au centre du village. C'est là le véritable choix de société... Dans notre histoire, la discipline nous a quasiment toujours été imposée de l'extérieur. Nous paraissions incapables de nous l'administrer volontairement, en temps et en heure. Et, même aujourd'hui, nous tardons à prendre les mesures nécessaires, avec courage et détermination. On croit qu'il existe toujours une échappatoire. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

Petite Histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours.

La Découverte, 2011

YVES SINTOMER



PAR PATRICK COULON

S'il est un chercheur habilité à produire un ouvrage sur la longue période historique du tirage au sort, c'est Yves Sintomer. Co-directeur du département de sciences politiques de l'université Paris-VIII, il a publié un certain nombre de livres autour de la question démocratique. Dans sa dernière livraison il appelle à prendre la mesure de la crise de représentation qui frappe le système politique, puis il remonte dans le temps pour essayer de comprendre comment l'usage du tirage au sort est passé d'un rôle crucial dans les démocraties antiques, dans les communes italiennes, à un rôle restreint donné aux jurys populaires dans les démocraties modernes. Il essaie ensuite de répondre à une question : pourquoi le tirage au sort semble-t-il aujourd'hui légitime aux yeux d'acteurs de plus en plus nombreux, comme en témoigne son retour actuel en politique dans les assemblées citoyennes, les sondages délibératifs, les conférences de consensus ou les jurys citoyens ? Pour l'auteur il apparaît que la démocratie participative, loin de se confondre avec la démocratie d'opinion, peut être conçue comme une alternative dans un contexte marqué par le recul du rôle des partis politiques. On regrettera que l'auteur n'ait pas essayé d'étudier les différentes évolutions des partis dans ce contexte et singulièrement du parti communiste pour articuler le principe de l'égalité politique absolue, du droit des plus humbles à prendre la parole dans l'espace public, à s'ériger en sujets politiques et à affirmer leurs droits avec le rôle renouvelé d'une force politique, de ses élus. La pratique de la démocratie participative, des jurys citoyens, du tirage au sort n'élimine pas comme par enchantement les clivages sociaux, les intérêts de classes et les luttes entre ces classes.

La question d'un parti politique avec des fonctions renouvelées est incontournable. Cette remarque faite nous ne pouvons qu'inciter le lecteur, la lectrice à se plonger dans ces 290 pages. Ils parcourront des domaines aussi différents que le législatif, les procès d'assises, les statistiques, les débats du corps médical ou l'action dans les « quartiers sensibles ».

Une incitation à mieux connaître les pratiques démocratiques nouvelles émergentes. Ajoutons enfin que l'auteur nous livre une très solide liste de références bibliographiques qui sera bien utile à tous ceux et celles qui voudront approfondir le sujet démocratique.

Consignes pour un communisme du XXI^e siècle. Manuel rotatif.

La ville brûle, 2011

ISABELLE GARO, ELENA VIEILLARD



PAR MARINE ROUSSILLON

Le livre objet réalisé par Isabelle Garo et Elena Vieillard se présente sous la forme d'un petit carré rouge et noir qui doit, pour être lu, être régulièrement tourné vers la gauche. Un livre qui fait la révolution, donc, ou bien qui tourne en rond, selon les points de vue. Les textes, modes d'emploi imaginaires d'objets plus ou moins inutiles, jouent à la frontière entre le discours politique et l'absurde. Les images font signe, elles aussi, vers le graphisme soviétique, tout en y mêlant une inspiration surréaliste : si une telle juxtaposition peut avoir une fonction critique, elle frôle souvent l'esthétisme gratuit. Dans un cas comme dans l'autre, les allusions au communisme ou à l'histoire soviétique semblent plus faites pour attirer l'attention du lecteur et créer une certaine connivence que pour susciter la réflexion. Ni simple jeu formel à destination des initiés, ni véritable critique artistique et philosophique du projet communiste, les *Consignes* ne réalisent pas le pari – certes audacieux – d'inscrire la réflexion politique dans une forme nouvelle et originale. Elles ont cependant le mérite d'attirer l'attention sur la démarche de promotion et de diffusion de la pensée marxiste et radicale mise en œuvre par la jeune maison d'édition « La Ville brûle » (www.lavillebrule.com). Depuis 2009, celle-ci a l'ambition de diffuser des textes qui sont aussi des « outils » et des « armes » pour penser le monde et le changer. Ce n'est pas tout à fait le cas des *Consignes pour un communisme du XXI^e siècle* : nous sommes ici dans un autre registre, plus léger, peut-être même un peu potache. Un clin d'œil complice au lecteur qui partage avec les auteurs et les éditeurs une certaine culture politique, une envie de révolution et la peur de tourner en rond.

Rome, la ville sans origine : l'Énéide : un grand récit de métissage ?

Le Promeneur, 2011

FLORENCE DUPONT

PAR DINA BACALEXI

Origo signifie-t-il origine ? Préfigure-t-il une identité nationale ? Une délimitation ethnique faite de sang ou de sol ? Une inclusion impliquant l'exclusion de ceux qui n'en seraient pas dignes ? La notion d'*origo*, étudiée à partir de l'*Énéide*, montre comment l'Antiquité nous ramène à la raison du présent en nous affranchissant d'idées reçues et de stéréotypes. Le recours à Cicéron, rhéteur imprégné de stoïcisme, clarifie le sens de cette fiction juridique : à partir d'Auguste (et de Caracalla qui accorde la citoyenneté

romaine à tous les habitants de l'empire en 212 apr. J.-C.), le Romain est habitant d'un territoire de l'empire et citoyen de Rome, à l'origine de laquelle il n'y a que des histoires grecques (ch. 1), récits de fondations de cités méditerranéennes dont l'hellénité affirmait l'existence face aux « barbares ». Troie en est une. Énée la quitte pour accomplir, tel Ulysse, son périple et aboutir non à Rome, mais à Lavinium, cité latine où il établit ses pénates. D'ailleurs, même si Dardanos, l'ancêtre des Troyens, venait d'Italie, Énée n'est pas un ancien italien : le lien entre lui et Dardanos est une illustration de l'*origo*, lieu d'ancrage. L'*Énéide* n'est pas un récit de fondation à la grecque.

À la base de l'*origo*, pas d'autochtonie comme chez les Grecs, mais l'acquisition d'un droit ouvert à tous. Or cette conception génère des contradictions basées sur des rituels immuables : immobilité absolue de la ville qui ne quitte jamais son territoire, mais sacrifice des consuls aux pénates du peuple romain restés à Lavinium. Énée, homme *externus*, ne « fonde » ni cité, ni généalogie au sens biologique. Les Romains ne seront pas définis par une pureté de sang, mais par une dynamique de gens qui n'est pas ancrée au passé, mais ouverte au futur, aux descendants. Descendants de pères troyens compagnons d'Énée et de mères latines, les Italiotes s'intègrent peu à peu à l'*imperium romanum*. Même s'ils n'ont pas le droit de vote comme les habitants de la ville, leur seule installation à Rome le leur confère, comme le départ de celle-ci le leur ôte. Une citoyenneté de résidence ? La conception non identitaire de la romanité ressort de cette lecture vivifiante de l'*Énéide*, épopée qui n'exprime pas l'âme romaine, mais est une commande d'Auguste avec un objectif politique. L'*origo* ne désigne pas un creuset, un métissage à composantes non identifiées : elle est la force qui unifie l'empire et préserve la diversité de ses peuples. L'*origo*, l'octroi de la *ciuitas*, sa généralisation n'empêchent pas les révoltes après Auguste, ou l'instauration par l'empire byzantin plus tard d'une conception du sujet opposée à la citoyenneté. Mais cela n'enlève rien à l'idée originale d'un *externus* père de la Ville majuscule, capitale d'un empire où l'on fait valoir sa romanité sans abandonner son altérité. Une patrie belle et étrange, comme celle du poème éponyme d'Odysseas Élytis : l'*Vrbs* n'est-elle pas une petite partie de l'*orbis*, la vaste terre circulaire romaine ?



Nous, métallos et militants Hispano-Suiza.

2010

PAR SÉBASTIEN DE SCHRYVER

Ce recueil de sept entretiens avec des ouvriers de chez Hispano-Suiza est une vraie bouffée d'oxygène pour tout militant. Ces histoires, pourtant toutes différentes, préconisent la même chose : militer au sein des sections syndicales, investir les instances pour défendre les personnels, penser au collectif d'abord. Claude et Dédé attaquant l'entreprise pour discrimination syndicale, Zébulon et Pierre, militants mutualistes, Eugène, prêtre ouvrier, Michel et René militants depuis toujours, tous sont syndiqués à la CGT et adhérents au parti communiste, et expliquent ce qu'ils doivent (et ce qu'ils ont donné) au monde ouvrier et plus particulière-

ment à leur entreprise Hispano-Suiza. Cette manière simple de raconter leurs mobilisations est vivifiante. Tous les sujets sont sur la table : les politiques discriminantes des patrons, les batailles sur le temps de travail, les CHS et les revendications sur les conditions de travail, les conflits entre salariés... les échecs mais surtout les victoires qui galvanisent les travailleurs autour des élus CGT et des secrétaires de section du PCF de l'entreprise. Tous ces témoignages relatent l'importance du collectif, et forment un formidable réquisitoire contre l'individualisme grandissant de la société. Michel revient longuement sur l'évolution de l'entreprise, conjointement avec la situation politique de la France, de sa création aux années 2000. À l'heure où le « fabriqué français » devient un slogan de campagne, il nous explique comment les gouvernements ont réussi en quelques années à affaiblir notre économie industrielle en transformant nos usines de fabrication en bureau d'études délocalisant la production. Il revient aussi sur toutes les désillusions engendrées par l'émergence de la gauche au pouvoir en 1981 et évoque les discussions de militants de sa section aux moments, notamment, des privatisations réalisées par le gouvernement. Ces récits, loin d'être passéistes, éclairent l'histoire du monde ouvrier dans son ensemble et demeurent en plein dans l'actualité. Les expériences et les analyses de ces hommes de combat témoignent de l'intelligence du monde ouvrier et de sa capacité à penser l'avenir de leur entreprise comme de leur pays. Une lecture à recommander sur tous les lieux de travail, pour arriver à la seule conclusion possible : résistance !

Parlons politique

Arcane 17, 2011

ROBERT GUÉDIGUIAN, MARYSE DUMAS



PAR AGNÈS SCHWAB

Une syndicaliste, Maryse Dumas et un réalisateur, Robert Guédiguian : un duo original pour s'interroger sur la gauche, sa politique passée et à venir. Tous deux délivrent des témoignages intéressants sur leur entrée en politique et leur passion pour la chose publique. Elle, ex-responsable à la direction nationale de la CGT, reconnaît être adhérente du Parti communiste par « défaut » : « je ne milite plus au parti communiste, c'est à dire je ne participe plus aux réunions, je ne diffuse pas de tract, je ne me bats pas pour voter communiste aux élections, etc. parce que j'ai trop de doutes moi-même ». Lui, ex-militant du PCF jusqu'en 1977 (rupture du programme commun), milite par ses films : « tout ce que je fais toute la journée me semble de l'ordre de l'engagement ». Ils échangent plus qu'ils ne débattent sur leur ressenti de la société. Malheureusement, ces ruptures et donc le manque de relation directe avec les militants et plus spécifiquement les militants du parti communiste d'aujourd'hui leur donnent une vision passéiste, fondée sur leurs souvenirs plus que sur la réalité. Leurs échanges se réduisent finalement à des discours nostalgiques, qui ne sont ni porteurs de propositions, ni dynamisants. On est loin de la promesse du chapitre 5 : « réinventer la gauche, réinventer la gauche ».

Par **ISABELLE GARO**, philosophe, professeur au lycée Chaptal à Paris.

L'idéologie ou la pensée embarquée

*Chambre noire
et perspectives
radieuses*

L'idéologie, on le sait depuis Marx, est d'abord une question de perspective, c'est-à-dire de construction d'une représentation à partir du point de vue d'un sujet qui, loin d'être le spectateur passif de ce qui se déploie devant lui, est acteur de son élaboration.

En un sens, la question n'est pas neuve : dans l'Italie du *quattrocento*, des peintres à la pointe des transformations esthétiques et politiques du temps vont inventer un genre singulier et mystérieux, celui de la *veduta*, vue panoramique sur une *città ideale* qui n'existe alors que dans leur imagination et dans celle des princes modernes qui sont leurs mécènes. Bien plus qu'une application de règles formelles nouvelles, ces vues offrent une représentation de la construction perspective en tant que telle, dans la mesure même où elle n'est pas un simple exercice géométrique voué à disparaître derrière son résultat : Hubert Damisch a montré que le peintre s'y ingénie à décaler subtilement le point de vue et le point de fuite, dont la correspondance exacte est pourtant à la base des théories d'Alberti. Mais c'est précisément un processus de construction que rend manifeste ce décalage.

Ces images, qui semblent ainsi se refléchir elles-mêmes, inaugurent et revendiquent la distorsion qui relie un discours, en apparence platement descriptif, au régime représentatif et conceptuel, mais aussi fictionnel et politique, qui préside à son élaboration. En effet, à y regarder de plus près, ces vastes places urbaines entourées de *palazzi* hiératiques, dallées de marbres polychromes dont les lignes se rassemblent non pas au centre exact du tableau mais un peu à côté, sont peintes dans d'étranges formats oblongs – fenêtres sur un monde réel si l'on se laisse prendre au piège qu'elles construisent et dénoncent tout à la fois, mais

décors tout autant, d'un théâtre à l'antique que le regard balaie comme un panorama offert à l'action future et à une vie sociale subitement suspendue. Tout se passe donc comme si le dispositif perspectif qui s'y avoue subtilement truqué visait à reconduire le spectateur à l'énigme de leur objet réel : Pierre Francastel souligne que les villes italiennes qu'elles figurent n'existaient pas encore. Là où nous croyons reconnaître Florence, nous ne voyons en réalité que son rêve.

Mais certains rêves sont efficaces : ce sont bien ces œuvres elles-mêmes qui suggéreront à leurs puissants commanditaires les travaux d'urbanisme à entreprendre pour mettre la ville à l'image des visions peintes d'artistes révolutionnaires, dont l'audace théorique et esthétique était accordée aux exigences du pouvoir social et politique émergent. De part et d'autre, l'abandon des prestiges du sacré s'associe à la volonté de façonner l'espace réel et visuel, *cosa mentale* dira Léonard, celui de la richesse privée et de l'autorité politique moderne, mais aussi celui de l'art et de la science nouvelle s'unissant au cours de ce premier âge, mercantile, du capitalisme. Et rien ne le montre mieux que cette série de tableaux dont l'attribution fait toujours problème et qu'on rattache faute de mieux à l'école dite de Piero della Francesca : les villes, des *vedute* sont désertes ou presque, suggestions de lieux à habiter et à investir mais peut-être aussi conjuration, à demi consciente, de l'affrontement du peuple et des grands, dont Machiavel théoriserait quelques années plus tard l'indomptable dialectique sociale et politique. Ces images, que l'on peut même, donc supposer hantées par la lutte toute récente des *ciompi* florentins et des guildes s'opposant à un élan démocratique vite réprimé, anticipent jusqu'à l'espace urbain haussmannien et à sa fonction coercitive.

À des kilomètres et des siècles de distance, dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels écriront en 1848 que la bourgeoisie est cette classe qui, au cours de son ascension, « se façonne un monde à sa propre image ». Au point que, comme y reviendra encore Gramsci un siècle plus tard, « jusqu'à l'architecture, jusqu'à la disposition des rues et aux noms de celles-ci » appartiennent à la « structure idéologique », structure structurante qui façonne le réel autant qu'elle le reproduit,

donnant forme aux contradictions qui le traversent et aux luttes qu'elle tente de contenir.

Henri Lefebvre abordera à son tour l'urbanisme comme « idéologie et institution ». Il vaut la peine d'y insister : communément, l'idéologie, pour autant qu'elle est référée à Marx et au marxisme, est définie comme représentation fautive, illusoire, antiscientifique du réel, et c'est précisément cette double distinction, entre idéologie et réalité d'une part, entre idéologie et savoir d'autre part, qui rendrait la notion obsolète, porteuse d'un schématisme et d'un dogmatisme dont les méfaits sont bien connus. Au point que le marxisme serait finalement devenu lui-même le meilleur exemple de cette idéologie qu'il dénonce, son ultime avatar même dont la disparition signale l'entrée dans l'ère postmoderne de la mort des idéologies. Or, au cours de ces multiples usages de la notion, Marx procède à l'analyse réglée mais toujours singulière de la façon dont les idées et les représentations au sens large de ce terme – institutions, monnaie, croyances et projets inclus – participent à la structuration du réel, en accompagnent la production, la reproduction et la transformation. Analyse inséparable d'une perspective d'un autre genre, politiquement révolutionnaire celle-là, dont les luttes d'idées et le débat démocratique sont des moments constitutifs, n'offrant pas de voie rectiligne vers un monde idéal mais ouvrant sur la réappropriation majoritaire, longue et complexe, plus que jamais urgente, de l'histoire humaine.

Il est devenu banal de souligner que la thèse de la mort des idéologies n'échappe pas à la fonction qui est précisément celle dont elle dénie l'existence, la fonction idéologique elle-même donc, la remplissant au moyen même de ce déni et des effets qu'il engendre. Fredric Jameson a souligné à quel point la culture postmoderne du capitalisme tardif s'emploie à faire de l'architecture un pur jeu de langage et de citations, combinant opérations de dématérialisation apparente et fonction de désorientation spatiale, interdisant toute « cartographie cognitive » apte à restituer à l'individu la saisie critique de ses conditions d'existence réelles comme totalité, ne serait-ce que comme totalité urbaine. Mais aucune ville ne peut, par le seul génie de sa structure

et des signes qu'elle inscrit sur ses surfaces miroitantes, se déréaliser au point d'empêcher les émeutes qui secouent désormais périodiquement de grandes métropoles, de Los Angeles aux banlieues françaises, de Buenos Aires au Caire, à l'heure de l'extension des mégabidon-villes miséreux et des zones périurbaines, incarnation à la fois d'un capitalisme sans rival et de la crise systémique la plus profonde de son histoire. Si, pour aborder la question de l'idéologie, il est possible de partir de la chambre noire prise non comme métaphore mais comme analogie, c'est parce que l'espace perspectif né à cette époque est aujourd'hui sans cesse repris et modifié dans l'agencement même du monde urbain, mais aussi parce qu'il est présent à la fois derrière et dans toutes les images enregistrées et diffusées, dont le flot est désormais permanent. Le dispositif représentatif qui préside à leur production, par opposition aux œuvres renaissantes, est rendu insaisissable, tout spécialement lorsqu'il s'agit des images qui s'écoulent de la machinerie télévisuelle, qui doublent l'utilisation standardisée d'un cadrage type et d'un montage accéléré d'un second enfermement mental du spectateur dans les filets du discours médiatique majoritaire, qui en unifie les significations sous la puissance synthétique de la pensée unique libérale. Synthèse qui ne dévoile ni ses principes ni ses motifs au spectateur anesthésié par les écrans qui ne s'éteignent plus et par les voix qui ne se taisent jamais.

Jean-Louis Comolli observe que lors des journaux télévisés mais plus encore dans les *talk-shows* contemporains, avides de confessions privées, le journaliste devenu « animateur » occupe dorénavant toute la place, fait parade de sa personne et de ses avis, contraignant le spectateur à accepter la substitution et à ne plus voir qu'à travers lui les faits et les aveux qu'on lui offre en pâture. Une telle logique, à la fois intrusive et représentative, semble dupliquer le fonctionnement d'une démocratie qualifiée elle aussi de « représentative », voire de « démocratie de marché », dont les procédures délégataires referment le cercle de l'aliénation et de la dépossession sur les mirages du libre choix et du consensus advenu. Peut alors tourner dans la nuit des consciences la ronde magique des images de la guerre sans fin contre le terrorisme accompagnée de ses navettes humanitaires, des conflits « ethniques » partout dans le monde, des récriminations des « usagers » contre les grévistes « preneurs d'otages », et des stars en vogue jusqu'au plus haut sommet de

l'État. Pourtant, comme le rappelle Noam Chomsky, 75 % des téléspectateurs américains critiquent la servilité des journalistes : se focaliser sur la représentation comme réalité distincte et pouvoir sans mesure, croire que la « société du spectacle » a englouti le capitalisme industriel et que « la guerre du Golfe n'a pas eu lieu » revient à succomber à un fétichisme renouvelé de l'image, sans rien concevoir de ses causes ni de ses limites.

L'idéologie est bien cette production sociale de représentations qui se veulent plus vraies que nature et qui, à la condition d'assigner le spectateur à sa place fixe, s'efforcent d'aménager le futur et d'encadrer l'action, en intervenant activement dans un rapport de forces, dans une histoire qui ne cesse par définition d'échapper à tous les devenirs prescrits. Contre la dématérialisation postmoderne du monde, il faut affirmer que l'idéologie

“ *L'idéologie est bien cette production sociale de représentations qui se veulent plus vraies que nature et qui, à la condition d'assigner le spectateur à sa place fixe, s'efforcent d'aménager le futur et d'encadrer l'action.* ”

n'est pas plus le tout du réel lui-même qu'une simple surface, miroitante, proposée à des spectateurs-consommateurs définitivement hypnotisés, mais qu'elle a pour fonction de se combiner à la coercition quotidienne, pour perpétuer une hégémonie dont la crise du capitalisme mondialisé et du nouvel ordre impérial rend plus violent que jamais le maintien : sa fonction est de travailler un présent fait de contradictions, s'adressant à des spectateurs qui ont aussi une vie sociale, travaillent, luttent, sont animés de colères et d'espairs, de projets et de peurs, de mémoires et de rêves. C'est aussi pourquoi, face au déferlement de l'imagerie *high-tech*, les œuvres critiques n'ont jamais disparu.

Les images les plus fortes sont celles qui, au lieu d'insinuer et de présupposer, soulignent et exposent, rendent au regard et à la pensée son pouvoir de choix, se désignent elles-mêmes comme le lieu d'un rapport de forces, comme représentations situées et situantes dont l'objet est la vie réelle, qu'il s'agisse de fictions ou de documentaires. La postérité d'une tradition ancienne d'œuvres contribuant à l'intelligence de la totalité sociale se

retrouve par exemple dans un certain cinéma qui, au lieu de présenter au spectateur l'illusion narcotique du *reality show*, lui restitue la saisie de son regard et de sa place pour se penser et se vivre comme sujet actif et majeur. Exemple est à cet égard la démarche de Chris Marker, de Joris Ivens et de bien d'autres, professionnels ou non, au sein des groupes Medvedkine, filmant les luttes ouvrières de la fin des années 1960 et du début des années 1970, tout en étant partie prenante des mouvements sociaux dont ils témoignent. C'est cette implication qui donne à voir, en même temps que l'événement lui-même, les conditions de sa saisie et de sa mise en image. La caméra devient ici outil de dévoilement, non en s'abolissant fictivement mais précisément parce qu'elle devient médiation conçue comme telle, le moyen de la réappropriation individuelle et collective d'une histoire, de mise en forme d'un présent et d'un avenir. Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si l'on trouve dans l'un des films les plus célèbres, *Classe de lutte*, tourné à Besançon en 1971, une formulation qui complète les remarques précédentes sur l'idéologie et équivaut à une définition en situation. Suzanne Zédet, devenue en cours de conflit déléguée CGT de l'usine Yéma, déclare à son interlocuteur qui n'interrompt jamais son propos tandis que la caméra s'attarde sur les visages : « On dirait que les gens ont peur de comprendre. » Bien loin de tout optimisme illusoire mais loin également d'une résignation plus naïve encore, la remarque dit très exactement les enjeux politiques d'une lutte de classes dont la dimension idéologique est constitutive, en ne cessant de faire retour à la réalité qu'elle représente et structure. Et la sourde colère elle aussi, plus encore que les images mensongères qui l'anesthésient, fait partie du réel. La thèse de ce livre est que la capacité de résistance et de riposte réside aussi dans l'actualité maintenue d'une notion d'idéologie non séparée de la lutte qui l'habite, actualité sans cesse à construire et à reconstruire, et cela à partir de son passé le plus fécond et actif. Et ce passé se trouve dans la construction marxienne du concept et dans ses postérités théoriques et politiques jusqu'à aujourd'hui. C'est à une lecture croisée de cette construction et de son actualité que s'emploieront les pages qui suivent. ■

Introduction de *L'idéologie ou la pensée embarquée*, La Fabrique éditions, 2011, publiée avec l'autorisation de l'auteur.

Par **CLAUDE MAZAURIC***

Jean-Jacques Rousseau, notre contemporain

Autour de la commémoration du tricentenaire de sa naissance

Si Rousseau s'effrayait qu'on pût le tenir pour un révolutionnaire (« Soyez plutôt esclaves que parricides ! » s'était-il écrié face aux Genevois), aucune pensée plus que la sienne en son siècle ne s'est pourtant avérée plus radicalement subversive au regard des normes idéologiques de son temps.

36

***CLAUDE MAZAURIC** est historien et professeur émérite d'histoire moderne à l'université de Rouen. Il vient de publier, *Jean-Jacques Rousseau à 20 ans, un impétueux désir de Liberté*, éditions Au Diable Vauvert, 2011.

O n présente généralement le « Siècle des Lumières en Europe » (1730 - 1780) comme un intense moment de croyance au « progrès général » des sociétés et des États, comme un temps d'apaisement des conflits sociaux et d'atténuation des luttes de classes, comme l'instant où les consciences jusqu'alors soumises aux préjugés et aux fausses sciences, se seraient émancipées de la tutelle des autorités traditionnelles. Cette vision unilatéralement optimiste et tranquillisante ne contient qu'une part réduite de vérité. Car le Siècle des Lumières a aussi vu paraître des remises en question fondamentales de l'ordre social, soit sous la forme d'utopies, soit au travers d'énoncés critiques, véritablement subversifs comme ceux que Jean-Jacques Rousseau a énoncés dans ses œuvres publiées et connues de 1750 à 1788 et rééditées au cours même de la Révolution française. Si Rousseau s'effrayait qu'on pût le tenir pour un révolutionnaire (« Soyez plutôt esclaves que parricides ! »

s'était-il écrié face aux Genevois), aucune pensée plus que la sienne en son siècle ne s'est pourtant avérée plus radicalement subversive au regard des normes idéologiques de son temps.

UNE ŒUVRE GIGANTESQUE

La célébration mondiale, européenne, genevoise et française, du tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau (né à Genève, le 28 juin 1712) s'annonce triomphale et diverse ; mais peut-être aussi, ambiguë. En réalité, cette commémoration conduira surtout à s'interroger sur l'importance des démarches et élaborations philosophiques de Rousseau. Et c'est là l'essentiel. Mais pour saisir l'originalité et l'étendue de la pensée critique de Rousseau, encore convient-il de la confronter à l'expérience de vie, véritablement unique et singulière, cosmopolite, de celui qui ne se désigna jamais que comme « citoyen de Genève ». La gloire posthume de Rousseau ne peut faire oublier qu'il dut mener, après une jeunesse genevoise puis savoyarde incertaine, de l'âge de quarante ans jusqu'à son décès en 1778, une existence, souvent précaire, d'exilé, de réfugié, de résident étranger toléré

plus qu'accueilli dans le royaume de France. C'est la Révolution française en 1794 qui, en glorifiant son nom et son œuvre, a contribué à la nationalisation républicaine de l'auteur du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, du *Contrat social*, de *Emile ou de l'éducation* ou encore des *Rêveries du promeneur solitaire*, un écrivain qui a laissé à l'humanité le trésor d'une œuvre absolument gigantesque dont l'importance est encore loin d'être reconnue comme elle doit l'être.

Que doit le grand Rousseau de la maturité, écrivain abouti, glorieux, à Jean-Jacques, le jeune homme incertain de son avenir ? Bien plus que Rousseau lui-même ne le pensa. Ses expériences de jeunesse lui ont inspiré des idées que l'œuvre de la maturité a approfondies et déployées. Tâchons donc d'interroger quelques-uns de ces angles saillants de son anthropologie fondatrice. Celle-ci, tout d'abord, conduisit Rousseau à l'abandon des dogmes de la religion révélée, appuyés sur des appareils ecclésiastiques, au bénéfice de « la religion naturelle » qui est au cœur de l'homme et forme le fondement de sa conscience en le portant aux valeurs de la compassion, de la morale, de la socialité. Cette « religion naturelle », possiblement décléricalisée, n'a d'autre référent que l'Être suprême qui s'exprime en nous. Si l'idée d'une telle religion avait un sens pour Rousseau, c'était celui de nous aider à saisir l'unité complexe de la nature humaine en soi, plus que d'imputer à Dieu la gloire de sa Création et aux institutions religieuses produites dans l'Histoire, le pouvoir de régenter la communauté humaine et ses croyances.

Par ailleurs, cette pensée critique touche aussi à la question des principes du gouvernement des hommes en société. Pour Rousseau, la *Res Publica* (la chose publique) est perçue comme un bien commun, effet d'un pacte fondateur qui s'impose à tous mais qui n'implique pas un modèle unique de gouvernement de la Cité, dès lors que le contrat social initial est respecté et que s'impose, non comme un couperet mais comme la recherche du bien commun, la « volonté générale ». C'est elle seule, *in fine*, qui doit donner la clef de la stabilité des régimes et de la légitimité des gouvernements. Si Rousseau ne cesse de répéter qu'il faut penser que « l'homme est né libre » il constate également que la société réelle l'a

asservi. En conséquence, il convient de lui garantir dans la « société civile » l'équivalent de ce qui s'est aliéné en lui lors du passage de l'état de nature originel à l'ordre social irréversiblement établi. Éduquer l'enfant pour en faire un homme libre, c'est alors le confronter au monde en lui inspirant l'amour de soi, c'est-à-dire de sa liberté, laquelle doit lui inspirer l'ambition d'assurer son indépendance de jugement et, en même temps, de se respecter soi-même en respectant autrui puisque si le bonheur s'éprouve individuellement, l'individu, en revanche, se construit désormais socialement. Enfin, pour Rousseau, l'égalité entre les hommes est au fondement de leur être social : la société civile peut instituer de nouveaux droits comme celui de propriété, mais pas au détriment de la reconnaissance du premier droit fondateur de tous les autres : le droit à l'existence. Dans son inépuisable diversité, la nature est un monde qui nous est donné mais que nous avons transformé et que nous transformons chaque jour, donc qui vit dans la plus totale interdépendance avec l'homme : son respect, son entretien concourent à rendre l'humanité respectable.

ROUSSEAU EST-IL UN « HOMME DES LUMIÈRES » ?

Assurément et au premier rang, parce qu'il a contribué à déchirer l'emprise des préjugés sociaux et des croyances communes. Après le moment, depuis la Renaissance, où l'on s'est posé la question de connaître le monde par l'usage de la raison et de la science, avant celui où s'est exprimée la volonté d'en maîtriser la structure, donc de le transformer, sous l'empire de la science, de la raison, des techniques, de la volonté et du projet social, les « Lumières de la raison » ont contribué en leur temps à déniaiser radicalement la conscience humaine en détruisant l'empire des préjugés. Mais Rousseau y a ajouté quelque chose qui le situe hors des Lumières, ou au-delà, par la critique sociale de leurs illusions, par l'émergence d'une nouvelle figure de l'enthousiasme collectif et de la croyance au bien qui, seule, sauvera l'homme de la corruption inévitablement générée par les institutions sociales et les inégalités. En effet, si l'on conçoit les Lumières comme une idéologie fondée sur la croyance unilatérale en un « progrès », qui résultera du triomphe de la « raison » et d'une « science » exposée par ceux-là seuls qui en dominent l'ex-

pertise, le reste, c'est-à-dire, les affects, le sentiment, l'amour de soi, la compassion, l'émotion qu'inspire le spectacle du monde et de l'histoire, l'aspiration au bonheur, n'étant que billevesées subjectives produites par les « préjugés », ou réductibles à la « nature animale » de l'humain, alors non, Rousseau échappe au courant dominant des Lumières.

Jean-Jacques Rousseau fut en réalité un philosophe des Lumières critique des Lumières, c'est-à-dire un philosophe critique tout à la fois des préjugés dominants de son temps, tout comme Diderot, Hume ou Voltaire, mais critique également des mystifications prétendument libératrices et des étroitesse élitaires de ces philosophes, au moins un temps et quelques fois toujours, amis de ces princes « éclairés » qui rêvaient de faire le bonheur des humains sans leur concours, voire contre eux ! Le philosophe qui a placé la liberté de chacun(e) au fondement des « droits naturels » n'a jamais conçu cette liberté autrement qu'également assurée à tous et non despotiquement au seul bénéfice de quelques-uns, riches ou dominants : « Je hais les grands, je hais leur état, leur dureté, leurs préjugés, leur petitesse et tous leurs vices; et je les haïrais bien davantage si je les méprisais moins (Lettre à Monsieur de Malesherbes, 28 juin 1762) ». Rousseau qui éprouva tant d'amour et d'élan affectif pour tant de femmes et d'hommes de la haute société, comme Madame d'Houdetot ou le Maréchal de Luxembourg, n'a jamais ignoré, ni accepté, que la barrière de classe, l'« état » social de chacun(e), puisse anéantir ou invalider l'élan affectif qui nous porte à aimer l'autre que soi-même. En introduisant en quelque sorte la conscience des réalités de classe dans la philosophie des Lumières, Rousseau ouvre la voie à une démarche critique qui, trois générations plus tard, sera au fondement de la prise de parti théorique et politique du jeune Karl Marx. Ainsi s'établit la filiation qui relie les deux protagonistes majeurs de la découverte des rapports qui unissent, opposent en même temps les hommes à l'ordre social qui s'impose à eux.

Jean-Jacques Rousseau est donc au vrai, notre contemporain parce qu'il a magnifié la grande entreprise de vouloir donner à « l'homme de l'homme » un monde réel qui soit bénéfique à son bonheur et à sa gloire. ■

Par **JEAN-PIERRE KAHANE***

La place de la science dans la société 1/3*

L'accès à la science pour tous était une conception révolutionnaire, elle ébranlait les fondements religieux de la cité, elle a valu à Socrate sa condamnation à mort.

***JEAN-PIERRE KAHANE**
est mathématicien,
professeur émérite à
l'université Paris Sud Orsay

Il est grand temps que cela redevienne un thème important en politique, et en particulier dans la politique communiste.

QUE RECOUVRE-T-IL AU COURS DES TEMPS ?

On fait remonter à Socrate la conception de la science comme objet d'étude pour tous les citoyens. En Mésopotamie et en Egypte, certaines connaissances avaient été acquises, en particulier en astronomie, mais elles étaient détenues par des spécialistes, souvent les prêtres, au même titre que les recettes magiques. L'accès à la science pour tous était une conception révolutionnaire, elle ébranlait les fondements religieux de la cité, elle a valu à Socrate sa condamnation à mort.

L'accès de la science à tous a été une idée forte de la Renaissance, et l'imprimerie y a joué un rôle essentiel. Cependant la pratique des savants était de conserver pour eux leurs découvertes. Le lien entre découvertes et communication des découvertes date du XVII^e siècle, avec la création des académies, et il a été l'un des traits marquants du progrès des sciences depuis cette époque.

Tenue secrète ou largement diffusée, comment la science interagissait-elle avec la société ? J'y reviendrai, mais en gros la science était au service des puissants, ou de ceux qui aspiraient à la puissance. En Europe, le progrès des sciences a accompagné celui du capita-

lisme, en Italie au XVI^e siècle, en Angleterre au XVII^e, en France au XVIII^e, en Allemagne au XIX^e et aux États-Unis au XX^e.

En même temps, la science apparaissait comme liée aux mouvements d'émancipation des peuples : la Révolution française a mobilisé les savants, comme la révolution soviétique.

QUE RECOUVRE-T-IL ACTUELLEMENT DANS L'ENSEMBLE DU MONDE ?

L'organisation mondiale de la science traduit et aggrave les inégalités entre les peuples. Un rôle dominant est joué par les États-Unis, qui drainent les chercheurs du monde entier (c'est la signification du *Brain-Drain*), à tous les niveaux, en leur offrant salaires et conditions de travail, et qui canalisent la plus grande partie de l'édition et de la documentation scientifique. Les grandes bases de données sont quasi exclusivement américaines. Dans la puissance des États-Unis il faut compter cette situation de pilote scientifique, qui a peut-être la même importance que le privilège du dollar et qui est mieux établie. Cependant des concurrents se font jour. En Europe, « l'économie de la connaissance », prônée par le traité de Lisbonne, part de l'exemple américain pour mettre le développement scientifique au service du capitalisme de façon directe et brutale ; la traduction en France est la mise au pas du service public de la recherche par une série de mesures draconiennes, exposées par ailleurs.

Science et société est un thème éternel. Cependant c'est dans les années 1980 qu'il a pris forme avec l'ASTS, l'association science-technologie-société, dont l'initiateur a été René Le Guen. Ainsi, au départ, c'est une vision politique.

Cette vision politique s'inscrivait dans l'accès de la gauche au pouvoir. La culture scientifique faisait l'objet d'un programme mobilisateur. Les organismes de recherche se voyaient confier la mission de la répandre. Cependant, dans l'optique des scientifiques, la diffusion de la culture scientifique n'entraînait pas une vision claire de la place de la science dans la société.

Le thème « science et société » dans les congrès scientifiques apparaît à ma connaissance au cours des années 1990. À l'Académie des sciences, le comité « science et société » a été créé en 2000. C'est aujourd'hui, en France et dans tous les pays du monde, un thème important pour les scientifiques : quelle est la place de la science dans la société ?

La Chine fait un effort considérable dans le domaine scientifique (le fameux classement de Shanghai était à usage interne, pour aider les universités chinoises à conquérir leur place dans le monde). En chimie, Shanghai est un pôle important. De jeunes universités, comme Tsinghua à Pékin, sont déjà des pépinières de jeunes chercheurs que l'on voit poursuivre leur formation dans tous les pays développés. La traduction scientifique en chinois est très active, et le monopole actuel de l'anglais dans la communication scientifique est menacé à long terme par l'émergence du chinois.

On peut également penser à l'Inde et au Brésil comme pays scientifiques majeurs à venir.

L'important à retenir est que la situation est mouvante, et que la formule « vivre et travailler dans son pays », à laquelle tenait beaucoup René Le Guen, s'impose de plus en plus à l'attention. Elle est retenue, par exemple, dans le volumineux rapport de l'Académie des sciences sur la recherche en Afrique subsaharienne. Les ressources humaines existent dans tous les pays, les besoins existent aussi de la même façon, et en particulier le besoin massif d'enseigner la jeunesse, et l'appel à la science se sent plus fortement chez les peuples qui pour le moment n'y ont pas accès que chez les peuples bien nantis à cet égard, comme le nôtre.

LA SCIENCE, UN ATOUT POUR LE CAPITALISME. COMMENT ET POURQUOI ?

Un petit cours de marxisme serait ici bienvenu. Je me borne à des notions sommaires.

Le fondement du profit capitaliste est l'écart entre la valeur du produit, qui traduit la quantité de travail humain nécessaire pour le produire, et le prix de la force de travail mobilisée pour ce faire.

Donc, au départ, grosses usines, gros profits. Mais les technologies changent la donne, en permanence. Moyennant des investissements convenables, la force de travail nécessaire pour un produit donné va diminuer, le nombre de salariés va diminuer, et aussi la valeur du produit, donc aussi le profit : c'est la baisse tendancielle du taux de profit. Pour se rattraper, il y a simultanément

course à l'innovation, qui assure en principe un profit immédiat, et une exploitation plus sévère des salariés, ce que nous voyons clairement en ce moment en Europe.

Ainsi, l'innovation, qui figure dans tous les discours officiels, n'est pas seulement une tarte à la crème, c'est une nécessité pour le capitaliste, indépendamment de tout besoin humain. Le capitaliste actuel n'a plus figure humaine : c'est un conglomerat de grandes fortunes, de grands commis qui amassent des fortunes, et d'actionnaires qui se partagent les profits. Mais il est bien caractérisé comme classe, et la conscience de classe est très vive chez lui. Il est attaché à la science comme facteur d'innovation. C'était déjà affiché dans le traité de Maastricht : le but de la recherche scientifique est de fournir les bases scientifiques de la compétition économique.

Les moyens sont mis en œuvre en France actuellement, et ils peuvent être efficaces pour les capitalistes comme désastreux pour l'avenir du pays. L'avantage de la France est un système de recherche bien charpenté, qui a mis du temps à se construire. Sa destruction n'est pas un but en soi, c'est juste la condition pour exploiter le plus efficacement les réserves de capacités et de connaissances actuellement disponibles, sans souci de maintenir l'activité de recherche nécessaire pour les renouveler. Humainement, cela passe par une exploitation forcenée des jeunes, maintenus dans des situations précaires, au détriment de leur existence future, et du futur même de leur travail.

LA SCIENCE PEUT ÊTRE UN ATOUT POUR LA LIBÉRATION DES PEUPLES. COMMENT ET POURQUOI ?

Les peuples sont toujours les principales victimes de l'ignorance et des superstitions. Cela seul définit un caractère libérateur à la science. Mais l'argument doit être étayé, parce qu'il n'est pas vrai que la formation scientifique assure à ses bénéficiaires un rôle libérateur dans notre société.

Il est important de concevoir la science comme un bien commun de l'humanité. La perspective politique d'ensemble me paraît être l'appropriation collective de tous les biens communs.

L'appropriation collective des connaissances scientifiques me paraît être à l'ordre du jour. Certains, dans le parti lui-même, l'expriment en termes de partage. Certes, il est bon de partager les connaissances, et de partager les moyens de les faire progresser. Mais sans la volonté des intéressés de se les approprier on n'ira pas loin.

Les pays en développement doivent nous donner à réfléchir. Leur retard scientifique peut sembler insurmontable, et il ne l'est pas. Une première raison est l'extraordinaire besoin d'enseignants à tous les niveaux. La population scolaire de l'Afrique au cours des 40 prochaines années va augmenter de plus de 300 millions, plus que l'augmentation mondiale y compris l'Afrique. Cela a déjà créé un appel pour créer des universités, les pourvoir en professeurs, assurer leur qualification, entreprendre et coordonner des recherches. Le succès est remarquable en mathématiques, en raison de la collaboration internationale et aussi du fait que la recherche et la communication y sont plus faciles à organiser que dans d'autres disciplines.

En matière médicale, et de recherche en médecine, l'exemple de Cuba est le plus éloquent.

Si l'appétit pour les sciences se maintient dans les pays pauvres et si le *brain drain* ne les dépouille pas de leurs richesses intellectuelles, ils sont en passe de conquérir leur place dans le monde des sciences et peut-être d'y détrôner ceux qui se seront reposés sur leurs lauriers et sur la courte vue de « l'économie de la connaissance » selon Lisbonne. ■

* La *Revue du Projet* présente les réponses de Jean-Pierre Kahane données lors d'une formation en janvier 2011. Il répondait alors à 15 questions sur le sujet. Nous en présentons ici cinq et nous publierons la suite de cet entretien dans deux prochains numéros.

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Hervé Bramey
Écologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Yves Dimicoli
Économie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Valérie Goncalves
Énergie
val.goncalves@free.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Danièle Lebaill
Services Publics et solidarités
danielle.lc@wanadoo.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Richard Sanchez
LGBT
rsanche@pcf.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



**Guillaume
Quashie-Vauclin**
Responsable
adjoint



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Amar Bellal
Sciences



Gérard Streiff
Combat d'idées



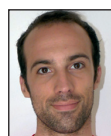
Marine Roussillon
Pages critiques



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Alain Vermeersch
Revue des médias



Côme Simien
Histoire



Renaud Boissac
Collaborateur



Anne Bourvic
Regard



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaingne.